

**Arrêté n° 2024-B-11281**

**Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Préservation et restauration des sites Natura 2000 : contrats Natura 2000 », déclinée de l'intervention 73.04 du Plan Stratégique National français en Bourgogne-Franche-Comté.**

**La Présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté,**

- Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Vu le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du

règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;

- Vu les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;
- Vu le régime d'aide d'État SA.108225 Aides en faveur des zones rurales cofinancées par le FEADER ou octroyées en tant que financement national complémentaire ;
- Vu la directive 2009/147/EC du 30 novembre 2009 relative à la conservation des oiseaux sauvages ;
- Vu la directive CE 92/43 du 2 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
- Vu l'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages qui peuvent justifier la désignation de zones spéciales de conservation au titre du réseau écologiques européen Natura 2000 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier de la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 ;
- Vu le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022, modifié ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R414-1 à D414-31 ;
- Vu l'arrêté du 17 novembre 2008 fixant la liste des actions éligibles à une contrepartie financière de l'Etat dans le cadre d'un contrat Natura 2000
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
- Vu le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;
- Vu le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
- Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles FEAGA et Feader et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;
- Vu la délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 ;
- Vu la délibération 24AP.73 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 15 juillet 2024 donnant délégation de pouvoir à la Présidente du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;
- Vu l'arrêté n° 2024-B-05114 portant sur le régime de sanctions applicable aux interventions régionalisées du Plan Stratégique National 2023-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté
- Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des

interventions du Feader HSI GC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;

- Vu la consultation du 17 octobre 2023 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur la fiche d'intervention 73.04 Préservation et restauration des sites Natura 2000 ;

**Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,**

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention**

Ce dispositif a vocation à contribuer à la préservation et la restauration des habitats et espèces d'intérêt communautaire au sein des sites Natura 2000.

L'ensemble des sites Natura 2000 (désignés ou proposés à désignation) ont vocation à être dotés d'un document d'objectifs qui définit l'ensemble des actions à mener pour atteindre les objectifs de bon état de conservation des habitats et espèces présents sur chaque site et de fixer les conditions de mobilisation des contrats Natura 2000 pour y contribuer.

Dans le cadre des contrats Natura 2000 non agricoles, cette intervention permet de rémunérer la réalisation d'intervention non productives, ainsi que certains manques à gagner et surcoûts liés à des pratiques de gestion visant le maintien, l'entretien, la restauration ou la réhabilitation des habitats et des espèces d'intérêt communautaires dans les milieux ouverts, hors cadre de production agricole (restauration de milieux ouverts par débroussaillage, entretien de ripisylve...).

### **Article 2 : Objectif de l'arrêté**

L'objectif de cet arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides de l'intervention régionalisée en Bourgogne-Franche-Comté « Préservation et restauration des sites Natura 2000 – Contrats Natura 2000 » déclinée de l'intervention régionale 73.04 du Plan Stratégique National (PSN).

### **Article 3 : Description du type d'intervention**

#### **A. Bénéficiaires de l'aide**

Est éligible, toute personne physique ou morale, titulaire de droit réels et personnels pour intervenir sur les sites Natura 2000. Il peut également s'agir de personnes disposant d'un mandat les qualifiant juridiquement pour intervenir.

Certaines exceptions concernant les agriculteurs sont détaillées dans l'annexe 1 intitulée « conditions générales de mise en œuvre » jointe à cet arrêté.

## **B. Conditions d'éligibilité générales**

Le projet doit être situé en Bourgogne-Franche-Comté ou localisé en majorité sur le territoire régional dans le cas d'un site coordonné par la région Bourgogne-Franche-Comté.

Tous les sites Natura 2000 terrestres ou comprenant une partie terrestre, désignés ou proposés à désignation sont éligibles. Les actions éligibles doivent s'inscrire dans les listes annexées au présent arrêté dénommées annexe 2 relative à la description des actions éligibles aux contrats Natura 2000 forestiers » et annexe 3 présentant la « Description des actions éligibles aux contrats Natura 2000 ni agricoles ni forestiers ».

Les parcelles éligibles sont incluses dans le site ; pour les parcelles à cheval sur la limite, elles peuvent être éligibles sur avis du service instructeur en se basant sur la proportion du terrain concerné et l'intérêt écologique de la zone.

Le Document d'Objectifs (DOCOB) liste les actions contractuelles pouvant être mises en œuvre via des contrats sur le site concerné et précise si besoin les cahiers des charges.

Les contrats font l'objet d'une sélection en amont par les animateurs en fonction du DOCOB.

### Pour les cas particuliers des contrats forestiers :

Les propriétaires ou gestionnaires des bois, forêts et terrains à boiser relevant du régime forestier se référant à l'article 211-1 du Code forestier ne peuvent prétendre à la signature d'un contrat Natura 2000 que si ces bois, forêts et terrains à boiser sont dotés d'un document de gestion satisfaisant aux exigences du Code forestier.

Les propriétaires forestiers dont les forêts doivent être dotées d'un plan simple de gestion (PSG) au titre de l'article L312-1 du Code forestier ne peuvent prétendre à la signature d'un contrat Natura 2000 que si un tel plan, agréé par le Centre régional de la propriété forestière, est en vigueur.

Toutefois, par dérogation, un contrat Natura 2000 peut être signé en l'absence de plan simple de gestion ou d'aménagement forestier :

- pour ne pas retarder des projets collectifs ;
- pour ne pas bloquer des travaux urgents lorsque la forêt est momentanément dépourvue de plan simple de gestion ou d'aménagement forestier, celui-ci étant effectivement en cours de renouvellement.

### Pour le cas particulier des contrats forestiers visant la sénescence :

Les contrats favorisant la sénescence de plus de 20 hectares doivent se conformer à une stratégie établissant le principe d'une trame de vieux bois.

## **C. Dépenses éligibles**

Pour chaque type d'opération éligible à une aide, les annexes 2 et 3 du présent arrêté fixent les actions éligibles, les éventuels coûts simplifiés et éventuels plafonds des opérations ainsi que les engagements minimums du bénéficiaire.

Sont éligibles les investissements et dépenses non-productifs portant sur :

- Les frais de prestations de service ;
- Le cas échéant, le surcoût généré par une opération prévue dans le contrat par rapport à une prestation de service classique (pour les mesures mentionnant un surcoût) ;
- L'achat d'équipements et de fournitures directement et intégralement liés à l'opération ;
- Les frais de personnels supportés par le bénéficiaire nécessaires à la réalisation de l'opération et comportant un lien démontré avec celle-ci ;
- Les frais d'études et frais d'expert (suivi de chantier, diagnostic à la parcelle si celui-ci n'a pas déjà été financé par ailleurs) ;
- Les frais d'amortissement du matériel dans le respect des conditions établies à l'article 4 du décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 ;
- Les coûts indirects selon un taux forfaitaire de 15 % des frais de personnels directs éligibles ;
- La TVA supportée par le bénéficiaire ;
- Le manque à gagner lié à la non intervention le cas échéant selon des barèmes pré-établis.

#### **D. Dépenses inéligibles**

Sont exclus :

- Les diagnostics et études réalisés au titre de l'animation des sites,
  - Les dépenses liées à la mise en place de mesures compensatoires (loi sur l'eau, protection des espèces protégées, urbanisme, défrichement...),
  - L'achat de gros matériels tels que véhicules ou engins professionnels,
  - Le matériel d'occasion,
  - La location d'animaux reproducteurs, ou l'achat de saillie,
  - Le bénévolat,
  - Les impôts et frais financiers,
  - Les investissements financés par voie de crédit-bail ou équivalent (location-vente, lease back...),
  - L'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens et plus précisément ceux référencés à l'article 73 du Règlement 2021/2115 du 2 décembre 2021 :
- l'acquisition de droits de production agricole ;
  - l'acquisition de droits au paiement ;
  - l'achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrain aux fins de la protection de l'environnement et de la préservation des sols riches en carbone, ou de l'achat de terrain par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles versées au bénéficiaire final ou, dans le cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;

- l'acquisition d'animaux et l'acquisition de plantes annuelles ainsi que la plantation de ces dernières, à des fins autres que :

(i) la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;

(ii) la protection des animaux d'élevage contre les grands prédateurs ou l'utilisation dans la sylviculture en lieu et place des machines ;

(iii) la reproduction des races menacées au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil au titre des engagements visés à l'article 70 ; ou

(iv) la préservation des variétés végétales menacées d'érosion génétique au titre des engagements visés à l'article 70 ;

- les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;

- des investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont déterminées par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/1060, à l'exception du haut débit, des mesures de prévention des inondations ou de protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire ;

- les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs en matière d'environnement et de climat conformes aux principes de gestion durable des forêts tels qu'ils sont définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.

## **E. Articulation avec d'autres aides publiques**

### Ligne de partage entre les fiches PSN :

Les projets émergeant à cette intervention ne sont pas éligibles aux autres fiches du PSN régionalisé en Bourgogne-Franche-Comté notamment les études incluses dans l'intervention 73.04 dénommée Animation et DOCOB.

### Ligne de partage entre fonds FESI :

Les éléments suivants sont finançables au titre du FEADER et ne peuvent donc pas être financés par le FEDER :

- tous les projets portés ou accompagnés au titre de l'animation Natura 2000 en application des DOCOB ;

- les projets portés par une association naturaliste et les Conservatoires Botaniques Nationaux au bénéfice de la mise en œuvre des DOCOB.

## **Article 4 : Nature et montant de l'aide**

### **A. Nature de l'aide**

L'aide est attribuée sous la forme d'une subvention.

### **B. Montant et taux d'aide**

Le taux maximum d'aide publique (maître d'ouvrage public et FEADER inclus) est fixé à 100 % des dépenses éligibles retenues y compris la TVA entièrement et définitivement supportée par le bénéficiaire.

L'article L.1111-10 du code général des collectivités territoriales impose un autofinancement de 20% du maître d'ouvrage pour les actions d'investissements dont l'intitulé comporte le suffixe « i » et réalisées par des collectivités territoriales.

Le taux de cofinancement du FEADER est fixé à 80%. La participation du FEADER est calculée par rapport au montant des dépenses publiques apportées pour le projet.

Aucune majoration n'existe pour cette intervention.

Pour l'ensemble des contrats, le financement des opérations peut se faire selon deux modalités :

- soit sur la base d'un devis estimatif du montant des opérations,
- soit selon un calcul faisant appel à des options de coûts simplifiés. Les dispositions financières propres à chaque contrat font l'objet d'un développement ci-après.

## **1) Les contrats forestiers**

### **1.1 Application d'une option de coûts simplifiés**

Des coûts simplifiés sont définis pour les opérations dans le cadre de l'action F12 (Dispositif favorisant le développement de bois sénescents) dont les modalités d'application sont détaillées dans l'annexe 2.

### **1.2 Sur dépenses réelles**

Les actions non concernées par l'application de coûts simplifiés mentionnés au 1.1 font l'objet d'un financement au titre d'un Contrat Natura 2000 établi sur la base d'un devis descriptif et estimatif.

Pour les actions permettant de rémunérer le surcoût lié à la mise en œuvre d'un débardage alternatif, le surcoût est égal à la différence entre le montant du devis de débardage alternatif approuvé par l'administration et un devis de débardage classique. Le calcul de l'aide se fait en appliquant le taux d'aide au surcoût ainsi calculé.

Pour toutes les actions, il est possible de prévoir dans le coût éligible une prise en charge, totale ou partielle, du coût de la maîtrise d'œuvre assurée par un expert forestier agréé, un gestionnaire forestier professionnel, l'ONF, un bureau d'étude ou un expert reconnu d'une association de protection de la nature, dès lors qu'il travaille



en lien avec la structure animatrice. Ce type de dépense est repris sous le terme « étude et frais d'expert » dans chacune des mesures.

## **2) Les contrats ni forestiers ni agricoles**

### **2.1 Application d'une option de coûts simplifiés**

Des options de coûts simplifiés sont définies pour les opérations dans le cadre des actions mentionnées ci-après, lorsqu'elles sont réalisées en régie sur des surfaces inférieures ou égales à 5 ha :

- N04R – Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts
- N05R – Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger

Les modalités d'application de ces dispositions sont détaillées dans l'annexe 3.

### **2.2 Sur dépenses réelles**

Les actions non concernées par l'application de coûts simplifiés mentionnés au 2.1 font l'objet d'un financement au titre d'un Contrat Natura 2000 établi sur la base d'un devis descriptif et estimatif.

Pour chacune des actions mentionnées, il est possible de prévoir dans le coût éligible une prise en charge, totale ou partielle, du coût de la maîtrise d'œuvre assurée par un expert agréé, un bureau d'études, un salarié de coopérative reconnu comme un homme de l'art par arrêté préfectoral de région, un ingénieur ou technicien d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de l'Etat, ou un expert reconnu d'une association de protection de la nature, dès lors qu'il travaille en lien avec la structure animatrice. Ce type de dépense est repris sous le terme « étude et frais d'expert » dans chacune des mesures.

## **C. Calcul du montant de la subvention**

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et du taux d'aide publique (\*) suivant l'article 4.B ci-dessus :

Somme des aides publiques = [taux d'aide publique] X [dépense subventionnable]

(\*) L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris ».

### **Planchers (en dépenses éligibles) :**

Un dossier est éligible à compter de 5 000 € HT de dépenses subventionnables.

### **Plafonds :**

Pour les contrats dont le montant de travaux est strictement inférieur à 10 000 € HT, les études et frais d'expert sont plafonnées à 1 200 €.

Pour les contrats dont le montant de travaux est supérieur ou égal à 10 000 € HT, les études et frais d'expert sont plafonnées à 12 % du montant HT de travaux.

Concernant les mesures en faveur de la sénescence : le montant est plafonné à 200 000 € par bénéficiaire dans un site Natura 2000 donné sur trois années glissantes pour un îlot et à 4 000 € par hectare pour les arbres isolés.

### **Modalités de versement :**

L'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou pièces comptables de valeur probante équivalente,
- soit les copies des factures acquittées et les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.
- concernant les dépenses de rémunération, il s'agira de transmettre toute pièce justificative des dépenses sur frais salariaux mentionnés dans la notice d'information téléchargeable sous EUROPAC.

Selon le type de contrat, le versement de la subvention peut faire l'objet au maximum de 8 acomptes dont le montant cumulé ne pourra excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention. Les tranches d'acomptes ne pourront pas être inférieures à 10 % du montant prévisionnel de la subvention.

## **Article 5 : Procédure**

### **A. Eligibilité temporelle**

L'éligibilité temporelle est mentionnée dans la décision attributive de l'aide.

L'incitativité de l'aide sera analysée par le service instructeur. Dès lors qu'il est démontré que l'opération s'inscrit hors champs concurrentiel, toute dépense engagée avant dépôt de la demande d'aide est inéligible.

Si l'effet incitatif est caractérisé, tout début de commencement de l'opération avant la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur rend inéligible la totalité de l'opération. Il appartient donc au bénéficiaire de présenter une demande écrite au titre du FEADER, à la Région Bourgogne-Franche-Comté, autorité de gestion, avant tout engagement juridique, financier ou physique lié aux investissements.

Les études de faisabilité (diagnostics préalables...) ne constituent pas un commencement d'exécution et peuvent présenter un début d'exécution antérieur.

Le calendrier de l'opération sera détaillé dans la décision attributive de l'aide.

### **B. Circuit de gestion des dossiers**

Les modalités d'instruction de l'aide, de son paiement et de son contrôle s'appuient sur le corpus réglementaire applicable aux interventions du FEADER régionalisées en Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2023-2027 visé dans cet arrêté.

Le dépôt des demandes d'aide se réalise au fil de l'eau à compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2027.

Les porteurs de projet ayant déposé une lettre d'intention conforme conservent la date de début d'éligibilité inscrite dans l'accusé de réception. Ils doivent toutefois déposer une demande d'aide détaillée au titre de cet appel à projets.

**Le dossier de demande d'aide est** à déposer sur la plateforme EURO-PAC, accessible à l'adresse suivante : <https://europac.bourgognefranchecomte.fr>

Pour tous renseignements sur le remplissage du dossier en ligne, vous pouvez contacter l'adresse suivante : [natura2000@bourgognefranchecomte.fr](mailto:natura2000@bourgognefranchecomte.fr)

Des tutoriels seront également à votre disposition pour la prise en main de la nouvelle plateforme EURO-PAC (création d'un compte Tiers, Saisie d'une demande d'aide), vous pourrez les consulter ici :

<https://www.europe-bfc.eu/ressource-documentaire/euro-pac-tutoriels/>

**Ce qui est attendu lors du dépôt du dossier :**

- **saisie et validation de la demande d'aide sur la plateforme Euro-PAC par le porteur de projet,**
- **pour être recevable, la demande d'aide doit contenir, à ce stade, a minima, les informations suivantes :**
  - a) le nom et la taille de l'entreprise ;
  - b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin ;
  - c) la localisation du projet ou de l'activité ;
  - d) la liste des dépenses prévisionnelles ;
  - e) le type (subvention) et le montant du financement public sollicité.

Une fois la demande **validée** sous EURO-PAC, le porteur de projet recevra un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide. Il ne pourra plus la modifier.

Si les informations minimales décrites ci-dessus ont bien été transmises et sont conformes, le porteur de projet recevra un accusé de réception indiquant la date de début d'éligibilité des dépenses (à la date de validation de la demande d'aide). **Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.**

Pour les porteurs de projet ayant préalablement déposé une lettre d'intention et qui ont déjà reçu un accusé de réception fixant la date de début d'éligibilité des dépenses, c'est la date de l'accusé de réception de la lettre d'intention qui sera prise en compte. L'accès à la plateforme Euro-PAC sera redonné au porteur de projet par le service instructeur pour qu'il puisse compléter son dossier le cas échéant.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- toutes les rubriques de la demande d'aide sont complétées sous EURO-PAC ;
- les engagements sont souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont jointes ;
- toutes les réponses ont été apportées aux questions complémentaires posées par le service instructeur ;
- lorsqu'un permis de construire (ou une déclaration préalable de travaux) est nécessaire à la réalisation du projet d'investissement, il devra être délivré par l'administration et transmis au service instructeur.

Les dates d'envoi des documents via la messagerie EURO-PAC sont les dates faisant foi.

Lorsque le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet est établi sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction.

#### Eligibilité des dépenses :

Pour attester de l'éligibilité des dépenses sur devis dont le montant est supérieur à 4000 € HT, la vérification du caractère raisonnable des coûts est réalisée.

La mise en place de dispositifs d'options coûts simplifiés (OCS) sur cette intervention entraîne l'absence de vérification du caractère raisonnable des coûts pour les dépenses concernées par le périmètre de l'OCS en question.

Dans le cas des marchés publics, la date de commencement du marché public (notification) constitue un commencement d'exécution de l'opération.

#### **Délai de fin d'engagement :**

L'achèvement de l'opération et le dépôt au service instructeur de la dernière demande de paiement devront intervenir au plus tard aux dates limites qui seront fixées dans la décision juridique attribuant l'aide.

### **C. Modalités de sélection des dossiers**

Conformément à l'article 79 du règlement UE 2021/2115, il n'y a pas de critère de sélection pour cette intervention.

Un accompagnement avant dépôt sera réalisé par le service instructeur dans une logique de bonne gestion de l'enveloppe budgétaire globale.

Les dossiers seront instruits puis présentés au Comité régional de programmation selon leur date de dépôt sous EURO-PAC. Le Comité régional de programmation statuera sur l'attribution de l'aide en fonction des disponibilités financières.

À l'issue de la procédure, le porteur de projet se verra notifier soit l'attribution de l'aide, soit le rejet de sa demande.

#### **Article 6 : Budget**

L'enveloppe FEADER dédiée à cette intervention sur la programmation 2023-2027 est de 7,12 millions d'euros.

Ce dispositif est cofinancé par le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté.

#### **Article 7 : Engagements du bénéficiaire**

Les engagements du bénéficiaire sont les suivants :

- respecter les engagements figurant dans les cahiers des charges joints à sa demande de subvention pendant la durée prévisionnelle,
- avoir pris connaissance et respecter les délais de réalisation de son projet (délais qui seront précisés dans la décision juridique attributive de l'aide),

- détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 5 années à compter de la date de versement du solde de la subvention,
- informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, de son projet ou de ses engagements,
- se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet ou les investissements aidés, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet »,
- répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe 3 (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté ([www.europe-bfc.eu](http://www.europe-bfc.eu))
- ne pas apporter de modifications importantes dans la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide,
- respecter (uniquement pour les fondations et associations) les dispositions issues du contrat d'engagement républicain conformément aux dispositions prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021,
- tenir une comptabilité séparée ou une codification comptable adéquate permettant de tracer les dépenses aidées, d'isoler les charges et les produits liés à l'opération,
- fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui lui seront demandées par l'autorité compétente,
- demander les autorisations de travaux nécessaires à la mise en œuvre des actions pour lesquelles une aide est sollicitée et les fournir au service instructeur lors des demandes de paiement,
- permettre / faciliter l'accès à sa structure et aux parcelles sous engagements, aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 5 années à compter du démarrage du projet,
- dans le cas particulier de l'action « arbres sénescents », à maintenir les arbres ou les îlots contractualisés pour une durée de 30 ans,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- dans les cas où il est propriétaire du terrain engagé, rester propriétaire des investissements réalisés dans le cadre de ce projet pendant la durée des travaux et trois ans après la fin du projet, ou, en cas de cession du terrain engagé, il devra transférer les engagements à finaliser les travaux et conserver les investissements.
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- respecter le code des marchés publics pour les structures publiques et la commande publique dans le cas des organismes reconnus de droit public ;
- fournir au service instructeur, selon sa demande, toute information complémentaire.

### **Cas de cession**

En cas de cession du terrain engagé durant la période d'engagement qui sera indiquée dans la convention attributive d'aide, le cédant (celui qui cède l'investissement et qui était bénéficiaire de l'aide) doit transférer les investissements et les engagements.

- Si le repreneur accepte de reprendre les engagements et les poursuivre pour la période restant à courir :
  - Si un acompte a été versé au cédant, il doit être déduit du prix de vente de(s) investissement(s) au repreneur (l'acte de vente le prouvant devra être fourni au service instructeur). Dans le cas contraire, le cédant devra rembourser les sommes qui lui auront été versées au titre de la subvention.
  - Le service instructeur devra vérifier l'éligibilité du repreneur. S'il est effectivement éligible au dispositif, une décision juridique lui sera notifiée et le solde de l'aide pourra lui être versé. S'il n'est pas éligible, aucun versement ne pourra lui être accordé, et les sommes versées au cédant devront être recouvrées car il ne respecte pas ses engagements de maintien de l'investissement.
- Si le repreneur refuse de reprendre à son compte les engagements, ou s'il n'est pas éligible au dispositif, le cédant devra rembourser les sommes déjà versées car il ne respecte pas ses engagements de maintien de l'investissement.

Le transfert n'ouvre pas de droits nouveaux, l'aide est versée dans la limite du montant de la subvention notifiée au cédant après vérification du droit à subvention du repreneur.

#### **Article 8 : contrôles, conséquences et sanctions**

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles de conformité des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, et d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes en vigueur.

#### **Article 9 :**

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour la Présidente et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ

**Annexe 1 à l'arrêté n° 2024-B-11281**  
**Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de**  
**l'intervention régionale Préservation et restauration des sites Natura 2000 :**  
**contrats Natura 2000, déclinée de l'intervention 73.04 du Plan Stratégique**  
**National français en Bourgogne-Franche-Comté.**

**Conditions générales de mise en œuvre**

Les travaux réalisés à l'aide de financement Natura 2000 doivent :

- améliorer le statut biologique des espèces ou des habitats naturels ou des habitats d'espèces,
- respecter les périodes d'intervention minimisant les impacts sur la faune et la flore présente,
- choisir les essences éligibles parmi celles définies dans les cahiers d'habitats.

La durée du contrat est de maximum 5 ans, mais certains engagements peuvent être plus longs, notamment pour le maintien des arbres pendant 30 ans dans le cadre de l'action F12 des contrats forestiers.

Conformément aux Documents d'Objectifs (DOCOB), les structures animatrices des sites sont chargées de fournir aux services instructeurs toutes les informations pouvant concourir à :

- valider les types d'habitats ou d'espèces concernées par les contrats,
- fixer les périodes d'interventions favorables.

Le service instructeur juge de la pertinence et la cohérence du projet.

**Pour les contrats Natura 2000 dans le domaine forestier**

Prise en charge du débardage par des méthodes alternatives

Il est possible de recourir à des techniques de débardage alternatives dans le cadre d'un contrat Natura 2000.

On distingue les cas suivants :

- Le contexte est considéré comme productif lorsque les bois sont vendus et que leur produit estimé couvre les frais d'exploitation.  
Dans ce cas :
  - le surcoût du débardage des arbres coupés par des techniques alternatives peut être pris en charge par le contrat ;
  - les bois peuvent être vendus sans clauses particulières.
- Le contexte est considéré comme non productif lorsque le produit du bois estimé ne couvre pas les frais d'exploitation ou a fortiori lorsque le bois n'est pas vendu dans ce cas :
  - le coût du débardage par des techniques alternatives des arbres coupés peut être pris en charge par le contrat ;
  - les bois ainsi coupés pourront être valorisés selon les dispositions énoncées ci-dessous (déduction des recettes du montant éligible des travaux).

Le surcoût de débardage est calculé par rapport au devis du débardage classique.

### Devenir des produits de coupe

On entend par « produit de coupe » l'ensemble de bois et des rémanents issu de l'exploitation des arbres.

Dans le cas où le contrat Natura 2000 prévoit de financer les travaux de coupe réalisés hors logique de production, les produits de la coupe seront laissés sur place (ou, en cas de danger, transférés vers un lieu de stockage ou évacués). Le contractant a également la possibilité de commercialiser les produits forestiers à condition que les recettes engendrées restent marginales par rapport au montant du contrat. Une déduction du montant estimé des produits sera alors réalisée au moment de l'instruction du contrat.

Dans le cas où les produits trouvent une valorisation non économique (don pour la communauté, compostage, ...) ou lorsque les produits sont détruits, ceci doit être réalisé en cohérence avec les préconisations du DOCOB et sur présentation d'une déclaration sur l'honneur du contractant.

Aucune condition particulière n'est fixée pour le devenir des produits issus de coupes non contractualisées en engagements ou dont seul le surcoût du débardage alternatif est pris en charge par un contrat.

### **Pour les contrats Natura 2000 dans le domaine ni agricole ni forestier**

Les engagements pris dans le cadre des contrats Natura 2000 peuvent être regroupés en deux catégories, notamment en fonction de leur récurrence :

- Les actions ponctuelles (dont le code se termine par un P), notamment les actions menées une seule fois au cours de la durée du contrat (ex : action liée à l'ouverture de milieux en déprise)
- Les actions d'entretien récurrentes (dont le code se termine par un R) pendant la durée du contrat (ex : gestion pastorale ou par une fauche d'entretien).

### **Cas des agriculteurs :**

Les agriculteurs sont inéligibles aux actions « Equipements pastoraux dans le cadre d'un projet de génie écologique » (N03Pi), « gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre des projets écologiques » (N03R) et « gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts » (N04R). En effet, une parcelle fauchée ou pâturée doit être déclarée à la PAC au titre du 1<sup>er</sup> pilier et ne peut donc pas faire l'objet d'un contrat Natura 2000 non agricole – non forestier. De plus, ces actions sont financées au titre des MAEC.

Un « agriculteur » est un bénéficiaire qui remplit l'une des quatre conditions suivantes :

- Une personne physique assurée pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA) ;
- Une société dans laquelle au moins un associé respecte, au titre de son activité dans la société, les conditions fixées pour une personne physique ;
- Une société sans associé cotisant à l'ATEXA, dès lors que le ou les dirigeants de cette société relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM et à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 du CRPM (exploitations de culture et d'élevage) ;
- Une autre personne morale ne relevant pas d'une forme sociétaire :



- les structures de droit public lorsqu'elles ont une activité agricole (lycées agricoles, collectivités...),
- les associations Loi 1901 dont les statuts prévoient l'activité agricole.

Un agriculteur peut être éligible à un contrat Natura 2000 non agricole – non forestier dans les situations suivantes :

- sur un terrain **inscrit comme élément déclaré à la PAC** sur le Registre parcellaire pour les actions « chantier lourd de restauration de milieux ouverts ou humides par débroussaillage » (N01Pi), « Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site » (N23Pi) et « Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats » (N27Pi) qui n'ont pas d'équivalent dans les mesures agri-environnementales ou d'autres mesures du FEADER,
- sur un terrain **non inscrit comme élément déclaré à la PAC** sur le Registre parcellaire pour les autres actions. Ce terrain peut cependant être déclaré à la PAC dès la fin des travaux subventionnés par le contrat Natura 2000 (ce qui peut être le cas avant la fin des 5 années d'engagements du contrat), et faire l'objet de mesures agri-environnementales à partir de ce moment.

Autres cas de contrats en surface agricole utile :

Lorsque le bénéficiaire n'est pas agriculteur, les seuls contrats ni agricole ni forestier pouvant être conclus sur des éléments déclarés au registre parcellaire graphique correspondent à des travaux réalisés hors logique agricole, notamment les actions N10, N11, N14 à N19, N23, N26 et N27. Pour ce qui est de l'action N24, il est possible de conclure un contrat pour un dispositif de mise en défens qui ne vise pas les animaux d'élevage.

**Annexe 2 à l'arrêté n° 2024-B-11281**  
**Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de**  
**l'intervention régionale Préservation et restauration des sites Natura 2000 :**  
**contrats Natura 2000, déclinée de l'intervention 73.04 du Plan Stratégique**  
**National français en Bourgogne-Franche-Comté.**

**Description des actions éligibles aux contrats Natura 2000 forestiers**

Sommaire des actions

N° de l'action	Titre de l'action	N° de page
<b>F01i</b>	CREATION OU RETABLISSEMENT DE CLAIRIERES OU DE LANDES	<b>19</b>
<b>F02i</b>	CREATION OU RETABLISSEMENT DE MARES FORESTIERES	<b>21</b>
<b>F03i</b>	MISE EN ŒUVRE DE REGENERATIONS DIRIGÉES	<b>23</b>
<b>F05</b>	TRAVAUX DE MARQUAGE, D'ABATTAGE OU DE TAILLE SANS ENJEU DE PRODUCTION	<b>24</b>
<b>F06i</b>	CHANTIERS D'ENTRETIEN ET DE RESTAURATION DES RIPISYLVES, DE LA VEGETATION DES BERGES ET ENLEVEMENT RAISONNE DES EMBACLES	<b>25</b>
<b>F08</b>	REALISATION DE DEGAGEMENTS OU DEBROUSSAILLEMENTS MANUELS A LA PLACE DE DEGAGEMENTS OU DEBROUSSAILLEMENTS CHIMIQUES OU MECANIQUES	<b>27</b>
<b>F09i</b>	PRISE EN CHARGE DE CERTAINS SURCOUTS D'INVESTISSEMENT VISANT A REDUIRE L'IMPACT DES DESSERTES EN FORET	<b>29</b>
<b>F10i</b>	MISE EN DEFENS DE TYPES D'HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE	<b>31</b>
<b>F11</b>	CHANTIERS D'ELIMINATION OU DE LIMITATION D'UNE ESPECE INDESIRABLE	<b>32</b>
<b>F12</b>	DISPOSITIF FAVORISANT LE DEVELOPPEMENT DE BOIS SENESCENTS	<b>35</b>
<b>F13i</b>	OPERATIONS INNOVANTES AU PROFIT D'ESPECES OU D'HABITATS	<b>40</b>
<b>F14i</b>	INVESTISSEMENTS VISANT A INFORMER LES USAGERS DE LA FORET	<b>41</b>
<b>F15i</b>	TRAVAUX D'IRREGULARISATION DE PEUPLEMENTS FORESTIERS SELON UNE LOGIQUE NON PRODUCTIVE	<b>42</b>
<b>F16</b>	PRISE EN CHARGE DU SURCOUT LIE A LA MISE EN ŒUVRE D'UN DEBARDAGE ALTERNATIF	<b>44</b>
<b>F17i</b>	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LISIERE ETAGEE	<b>45</b>

## **F01i : CREATION OU RETABLISSEMENT DE CLAIRIERES OU DE LANDES**

La mesure concerne la création ou le rétablissement de clairières ou de landes dans les peuplements forestiers au profit des espèces ou habitats ayant justifié la désignation d'un site, ainsi que les travaux permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique.

Cette mesure peut également concerner la gestion des espaces non forestiers à forte valeur patrimoniale (tourbières, corniches, pelouses intra forestières...) qu'il faut protéger de la reconquête forestière.

Les espaces ouverts peuvent faire l'objet de travaux ponctuels afin de lutter contre leur fermeture dès lors qu'ils jouent un rôle dans la conservation de l'espèce ou de l'habitat considéré.

### **Éligibilité**

La surface minimale des clairières (et autres espaces ouverts), si elle n'est pas spécifiée par le Docob, sera de 3 ares, surface maximale de 15 ares.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- La coupe d'arbres, l'abattage des végétaux ligneux,
- L'enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage (le procédé de débardage choisi sera le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat),
- La dévitalisation par annellation (si les bois se trouvent hors de portée de chablis d'une voie de circulation),
- Le débroussaillage,
- La fauche,
- Le broyage,
- Le nettoyage du sol,
- La maîtrise de la végétation indésirable,
- Les études et frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

Dans le cas du Grand Tétrás, pour favoriser l'émergence de la myrtille fructifère dans le reste du peuplement (degré d'éclairement du sol), la mise en œuvre de cette mesure s'accompagnera, chaque fois que pertinent, de la mise en œuvre de l'action F05 pour doser le niveau de matériel sur pied et de l'action F12 pour conserver de gros bois, lorsque c'est pertinent.

Dans le cas des tétraonidés, considérant la grande sensibilité de ces espèces au dérangement d'origine anthropique :

- Ne mettre en place aucun dispositif attractif pour le public (sentier de randonnée, piste de ski...) et ne pas donner son accord pour une telle mise en place dans l'aire concernée par l'espèce,
- Exclure, dans et en lisière des clairières, les agrainages et les pierres à sel dans le cas où le signataire est titulaire du droit de chasse,
- Ne pas installer de nouveau mirador dans une zone travaillée faisant l'objet d'un contrat à la faveur des tétraonidés dans le cas où le signataire est titulaire du droit de chasse,
- Signature de la charte des tétraonidés pour les parcelles dans l'aire de présence du Grand Tétrás.

**Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie,
- La réalisation effective des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,
- La vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

## F02i : CREATION OU RETABLISSEMENT DE MARES FORESTIERES

Cette mesure concerne le rétablissement ou la création de mares au profit des espèces ou des habitats ayant justifié la désignation d'un site, ainsi que les travaux permettant le maintien de la fonctionnalité écosystémique d'une mare (en elle-même ou son insertion dans un réseau de mares cohérent pour une population d'espèces).

Cette mesure permet de maintenir ou de développer un maillage de mares compatible avec des échanges intra-populationnels (quelques dizaines à quelques centaines de mètres entre deux mares proches).

En restauration, il est admis que si la mare est située dans une zone submersible, l'engagement n'est pas rompu en cas de crue, phénomène susceptible d'être à l'origine d'apports de déchets ou d'espèces indésirables. En création, on évitera, sauf cas particulier, les zones submersibles.

### Eligibilité

La taille minimale d'une mare, si elle n'est pas spécifiée dans les Docob, sera de 10 m<sup>2</sup> (surface d'habitats humides et aquatiques, même si tout n'est pas en eau).

La localisation, la taille, la forme, la profondeur, l'aménagement de l'environnement de la mare ou du réseau de mares doivent être conformes aux objectifs de restauration des espèces et des habitats telle que le définit le Docob.

La mare ne doit pas être en communication directe avec un cours d'eau, ni d'une taille supérieure à 1000 m<sup>2</sup>.

### Engagements rémunérés : travaux éligibles

- Les travaux de création,
- Le profilage des berges en pente douce,
- Le désenvasement,
- Le curage et la gestion des produits de curage,
- Le colmatage par apport d'argile,
- Le débroussaillage et le dégagement des abords et de l'accès à la mare pour le matériel,
- Le faucardage de la végétation aquatique,
- La végétalisation (avec des espèces indigènes),
- Les entretiens sur 5 ans nécessaires au bon fonctionnement de la mare,
- La coupe et l'enlèvement des végétaux ligneux (interdiction de traitement chimique),
- La dévitalisation par annellation (les bois se trouvent hors de portée de chablis d'une voie de circulation),
- L'exportation des végétaux et des déblais si nécessaire à une distance minimale de 20 mètres, dans le cas de milieux particulièrement fragiles,
- L'enlèvement des macro-déchets,
- Les études et frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### Engagements non rémunérés

- Ne pas introduire sciemment de poissons dans la mare et ne pas entreposer de produit d'attraction de la grande faune gibier (aliments, sels minéraux, goudrons, ...) à proximité de cette dernière,
- Ne pas pratiquer d'activité de ranaculture dans cette mare,
- Dans le cas d'opération de dégagement des abords, de profilage des berges, de curage ou de colmatage, les travaux doivent être effectués hors période de

reproduction des batraciens, sans destruction d'autres espèces ou habitats naturels, sans apport d'espèces indésirables (invasives, végétales ou animales, ...). Les opérations doivent respecter la pérennité des milieux humides remarquables,

- Ne pas prévoir d'enlèvement total du couvert forestier pendant la durée du contrat dans un périmètre défini dans le cahier des charges ; dans le cas d'une coupe de régénération prévue à proximité, le bénéficiaire s'engage à maintenir autour de la mare un nombre d'arbres défini dans le cahier des charges du contrat.

#### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie,
- Réalisation effective des engagements du cahier des charges et comparaison avec l'état de la mare,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur),
- Conformité de la surface travaillée.

## **F03i : MISE EN ŒUVRE DE REGENERATIONS DIRIGEES**

Cette mesure vise à restaurer des habitats d'intérêt communautaire en mauvais état du fait d'une composition en essences inadaptée. Elle concerne la mise en œuvre de régénérations dirigées spécifiques à certains habitats ayant justifié la désignation d'un site.

### **Eligibilité**

Un diagnostic préalable doit établir les éléments à conserver (bosquets, arbres, clairières, etc.) et définir les travaux à prévoir, notamment la possibilité de régénération naturelle (semenciers présents sur la zone travaillée ou à proximité) ainsi que la nécessité de recourir à des plantations.

Les essences à favoriser seront définies en fonction du Docob et des cahiers d'habitats.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- Les travaux du sol consistant à remettre en état les conditions stationnelles, (rétablissements de conditions hydrologiques, crocheting...),
- La mise en place des cloisonnements d'exploitations et/ou sylvicoles spécifiques,
- Le dégagement de taches de semis acquis (nettoyement et dégagement manuel),
- La lutte contre les espèces (herbacées ou arbustives) concurrentes,
- La mise en défens de régénération acquise (protection individuelle ou clôture) et le rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose de clôture,
- La plantation en plein ou l'enrichissement si nécessaire (l'essence et la provenance devront être adaptées à l'habitat),
- Les transplantations de semis (en cas de difficulté à obtenir des individus en pépinière),
- Les études et frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Contrôle de la surface déclarée travaillée (si un plan de bonne qualité ou des relevés GPS ont été fournis et qu'ils semblent cohérents, ils pourront faire l'objet d'une validation),
- Contrôle de la présence de cloisonnements entretenus,
- Repérage des traces de travaux si le contrôle a lieu peu de temps après ceux-ci
- Vérification de la présence des essences à favoriser,
- Contrôle de l'atteinte de l'objectif (si après plantation, un semis naturel d'essences cible envahit la surface à régénérer, on considérera que l'objectif est tout de même atteint),
- Contrôle de l'atteinte d'un objectif de survie des plants (dans le cas d'une plantation) : au bout de 5 ans après plantation, 80 % des arbres doivent être vivants,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

## **F05 : TRAVAUX DE MARQUAGE, D'ABATTAGE OU DE TAILLE SANS ENJEU DE PRODUCTION**

Cette mesure concerne les travaux de marquage, d'abattage ou de taille dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces ayant justifié la désignation d'un site.

Elle concerne les activités d'éclaircie ou de nettoyage au profit de certaines espèces végétales ou animales d'intérêt communautaire.

On associe à cette mesure la taille en têtard ou l'émondage de certains arbres au profit d'espèces d'insecte.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- La coupe d'arbres,
- La création de cépées,
- L'enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat),
- La dévitalisation par annellation (suivie d'une coupe si les bois se trouvent à portée de chablis-d'une voie de circulation),
- Le débroussaillage,
- La fauche,
- Le broyage,
- L'arrachage,
- Le nettoyage éventuel du sol,
- La maîtrise de la végétation indésirable,
- L'émondage,
- La taille en têtard,
- Les tailles de formation favorisant la nidification,
- Les études et les frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie),
- Ne mettre en place aucun dispositif attractif pour le public (sentiers de randonnée, pistes de ski, ...) sur le lieu d'engagement et dans un périmètre défini dans le cahier des charges,
- Ne pas donner son accord pour une telle mise en place dans l'aire concernée par l'espèce dans le cas des espèces les plus sensibles au dérangement d'origine anthropique, notamment les tétraonidés.
- Exclure, dans et en lisière des zones travaillées, les agrainages et les pierres à sel dans le cas où le signataire est titulaire du droit de chasse,
- Ne pas installer de nouveau mirador dans une zone travaillée faisant l'objet d'un contrat à la faveur des tétraonidés dans le cas où le signataire est titulaire du droit de chasse,
- Signature de la charte des tétraonidés pour les parcelles dans l'aire de présence du Grand Tétr.

### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).



## **F06i : CHANTIERS D'ENTRETIEN ET DE RESTAURATION DES RIPISYLVES, DE LA VÉGÉTATION DES BERGES ET ENLEVEMENT RAISONNÉ DES EMBACLES**

La mesure concerne les investissements pour la réhabilitation ou la création de ripisylves et de forêts alluviales dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces des directives communautaires ou la représentativité et la naturalité des habitats de la directive, y compris des investissements mineurs dans le domaine hydraulique, indispensables pour atteindre l'objectif recherché.

Il s'agit d'améliorer les boisements en place, de constituer des boisements feuillus au bénéfice des espèces et habitats visés par l'action ou de reconstituer des corridors cohérents à partir d'éléments fractionnés.

### **Éligibilité**

La régénération naturelle sera privilégiée, sauf en cas de déficit de semenciers ou d'implantation d'espèces spécifiques, définies en fonction des Docob et des cahiers d'habitat.

Le choix de régénération naturelle ou artificielle sera validé lors de l'instruction du dossier, sur la base d'un état initial.

Les essences éligibles aux plantations devront correspondre à celles citées dans le cahier d'habitats et répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif à l'emploi des essences forestières pour les projets d'investissements éligibles aux aides de l'État.

La densité minimale lors de plantation d'enrichissement sera de 50 tiges par hectare. Le bénéficiaire s'engage à suivre et entretenir la plantation afin de s'assurer que l'opération puisse viser un taux de reprise minimum de 80 % de la densité initiale cinq ans après la plantation.

La densité minimale lors de plantation en plein sera de 300 tiges par hectare.

Pour les plantations en ligne de bord de ripisylve, l'écartement maximum entre les plants devra être de 7 mètres.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- La structuration du peuplement (peut être réalisée selon les modalités de l'action correspondante, action F15),
- L'ouverture à proximité du cours d'eau par :
  - débroussaillage, fauche, gyrobroyage avec exportation des produits de la coupe,
  - broyage au sol et nettoyage du sol,
- Les précautions particulières liées au milieu lorsqu'elles sont nécessaires :
  - le dégagement et le nettoyage (modalité identique à l'action F15). Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat,
  - la coupe de bois (modalité identique à l'action F11),
- La dévitalisation par annellation (si les bois se trouvent hors de portée de chablis d'une voie de circulation), le brûlage (si les rémanents sont trop volumineux pour leur maintien et leur dispersion au sol), qui s'effectue sur les places spécialement aménagées et dans le respect de l'arrêté préfectoral relatif à la prévention des feux de forêt. Toute utilisation d'hydrocarbures ou de pneus pour la mise à feu est proscrite,
- L'exportation des bois vers un site de stockage,
- La reconstitution du peuplement de bord de cours d'eau :

- la plantation, le bouturage (si la dynamique de régénération est insuffisante, 3 ans après la première ouverture du peuplement) dans les mêmes conditions que l'action F03i,
- la transplantation de semis (en cas de difficulté à obtenir des individus en pépinière),
- les dégagements,
- les protections individuelles,
- L'enlèvement manuel ou mécanique des embâcles et exportation des produits,
- Les travaux annexes de restauration du fonctionnement hydraulique sous réserve de compatibilité avec la police de l'eau, le SDAGE, les PPRI, avec la dynamique géomorphologique alluviale,
- Les études et frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

Le bénéficiaire prend l'engagement de :

- Préserver les arbustes du sous-bois et de ne pas couper les lianes (hormis celles qui grimpent sur de jeunes plants sélectionnés pour l'avenir),
- Ne pas utiliser de paillage plastique,
- Utiliser du matériel n'éclatant pas les branches,
- Ne pas utiliser de phytosanitaires sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles),
- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier des charges d'enregistrement des interventions dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,
- Contrôle de l'atteinte de l'objectif (si après plantation, un semis naturel d'essences cible envahit la surface à régénérer, on considérera que l'objectif est tout de même atteint),
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

# **F08 : REALISATION DE DEGAGEMENTS OU DEBROUSSAILLEMENTS MANUELS A LA PLACE DE DEGAGEMENTS OU DEBROUSSAILLEMENTS CHIMIQUES OU MECANIQUES**

L'action concerne la réalisation de dégagements ou débroussailllements manuels à la place de dégagements ou débroussailllements chimiques ou mécaniques au profit d'une espèce ou d'un habitat ayant justifié la désignation d'un site.

## **1. SUBSTITUTION A DES TRAITEMENTS CHIMIQUES**

Cette mesure peut être utilisée dans l'ensemble des bassins versants comportant des habitats susceptibles d'être endommagés par un traitement chimique.

### **Eligibilité**

Les opérations à mettre en place sont conformes au Docob.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- L'aide correspond à la prise en charge du surcoût d'une opération manuelle par rapport à un traitement phytocide, ou par rapport à une intervention mécanique quand le poids des engins pose un réel problème relatif à la portance du sol (dégradation de sa structure),
- Les études et les frais d'experts,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

## **2. TRAITEMENTS MECANIQUES**

L'aide correspond à la prise en charge à 100 % du surcoût d'une opération manuelle par rapport à une intervention mécanique quand le poids des engins pose un problème relatif à la portance du sol, ainsi que d'éventuels études et frais d'experts.

### **Eligibilité**

Les opérations à mettre en place sont conformes au Docob.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- L'écorçage,
- Le débroussaillage,
- Toute autre intervention manuelle jugée nécessaire,
- Les études et frais d'experts,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

**Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cas des travaux réalisés par le bénéficiaire,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

## **F09i : PRISE EN CHARGE DE CERTAINS SURCOUTS D'INVESTISSEMENT VISANT A REDUIRE L'IMPACT DES DESSERTES EN FORET**

Cette mesure vise à réduire l'impact sur les habitats des dessertes en forêt de la desserte forestière, des places de dépôt, de retournement et des dispositifs de franchissement de cours d'eau.

### **Eligibilité**

La mesure concerne :

- le coût de mise en place d'ouvrages de franchissement temporaires ou permanents en remplacement de points de franchissement inadaptés,
- le coût lié à la modification d'un tracé existant permettant d'éviter ou diminuer les atteintes à une espèce ou un habitat ayant justifié la désignation d'un site.

Tous les types de dessertes sont visés : pour les piétons, toutes sortes de véhicules, pour les cavaliers et leurs chevaux, etc.

La réalisation de dessertes reste à l'initiative des propriétaires. Elle est éligible aux aides aux investissements forestiers, à condition qu'elle prenne en compte les préconisations du Docob du site.

L'analyse de la desserte, de son impact (études préalables, analyses, diagnostic des types d'ouvrages et choix des tracés, études d'incidences) et de son éventuelle modification ne doit pas uniquement être faite au niveau du site considéré mais aussi de manière plus globale au niveau d'un massif cohérent.

La mise en place d'ouvrages de franchissement des cours d'eau peut être soumise à déclaration ou autorisation administrative.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- L'augmentation du linéaire,
- La mise en place d'obstacles appropriés pour limiter la fréquentation (pose de barrière, de grumes, plantation d'épineux autochtones...),
- La mise en place de dispositifs antiérosifs,
- Le changement de substrat,
- La mise en place d'ouvrages temporaires de franchissement (gué de rondins, busage temporaire, poutrelles démontables...),
- La mise en place ou la modification d'ouvrages de franchissement permanents,
- La neutralisation des points de franchissements préexistants (gués naturels, etc. ...), abandonnés par la desserte reconfigurée,
- Les études et les frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

**Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cas des travaux réalisés par le bénéficiaire,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Photos des ouvrages temporaires installés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

## **F10i : MISE EN DEFENS DE TYPES D'HABITAT D'INTERET COMMUNAUTAIRE**

La mesure concerne la mise en défens d'habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou d'espèces d'intérêt communautaire sensibles à l'abrouissement ou au piétinement, à l'érosion, aux risques inhérents à la divagation des troupeaux, ainsi qu'aux dégradations. Elle est liée à la maîtrise de la fréquentation ou de la pression des ongulés. Cette mesure n'est à mobiliser que dans des situations réellement préoccupantes.

### **Eligibilité**

Les opérations à mettre en place sont conformes au Docob. L'aménagement des accès n'est pas éligible dans le but d'ouvrir un site au public.

Dans le cas d'utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- La fourniture et la pose de poteaux, de grillage ou de clôture,
- La pose et dépose de clôtures saisonnières,
- Le rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose de clôture,
- Le remplacement ou la réparation du matériel en cas de dégradation,
- La création de fossés et/ou de talus interdisant l'accès (notamment motorisé),
- La mise en place d'obstacles appropriés pour limiter la fréquentation (pose de barrière, de grumes, plantation d'épineux autochtones, ...),
- La création de linéaires de végétation écran par plantation d'essences autochtones,
- Les études et les frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions dans le cas de travaux réalisés par le bénéficiaire,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Photos des dispositifs temporaires installés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

# F11 : CHANTIERS D'ELIMINATION OU DE LIMITATION D'UNE ESPECE INDESIRABLE

La mesure concerne les chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce végétale indésirable : espèce envahissante (autochtone ou exogène) qui impacte ou dégrade l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce dont l'état de conservation justifie cette action.

Une espèce indésirable n'est pas définie dans l'absolu (cette notion peut inclure des espèces exotiques envahissantes), mais de façon locale et par rapport à un habitat donné. L'action ne s'oppose pas à la gestion productive des forêts mais permet de substituer ponctuellement une essence qui prend la place d'un milieu très patrimonial ou est particulièrement envahissante.

Exemples :

- le robinier peut être indésirable s'il concurrence la flore locale, en menaçant la pérennité d'un habitat que l'on souhaite préserver,
- l'épicéa commun peut être indésirable dans des tourbières boisées dans lesquelles il s'implante naturellement ou a été introduit.

On peut également souhaiter lutter contre une espèce indésirable par la destruction permanente de tous les spécimens rencontrés au fur et à mesure de leur apparition sur une zone présentant une valeur patrimoniale.

## 1. COUPE DES GRANDS ARBRES ET DES SEMENCIERS, EXPLOITATION FORESTIERE

Le caractère indésirable des espèces est défini de façon locale par rapport à un habitat ou une espèce donnés. L'action peut ainsi concerner les chantiers d'élimination ou de limitation :

- d'une espèce (animale ou végétale) envahissante (autochtone ou exogène) qui affecte ou dégrade fortement l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce dont l'état de conservation justifie cette action.
- d'une essence n'appartenant pas au cortège naturel de l'habitat et dont la présence affecte son état de conservation, voire empêche l'expression de l'habitat. Toutefois, ce type d'action doit être limité à des surfaces de faible dimension.

Les actions de gestion Natura 2000 ne s'opposent pas à la production forestière. On intervient donc sur des peuplements arrivant à terme, de manière à limiter les sacrifices d'exploitabilité.

### Conditions générales d'éligibilité

Cette action peut être utilisée si l'état d'un ou plusieurs habitats et espèces est menacé ou dégradé par la présence d'une espèce indésirable et si la station d'espèce indésirable est de faible dimension. On définit :

- l'élimination : l'action vise à supprimer tous les spécimens de la zone considérée. On conduit un chantier d'élimination, si l'intervention est ponctuelle. L'élimination est soit d'emblée complète soit progressive,
- la limitation : si l'action vise à réduire la présence de l'espèce indésirable en deçà d'un seuil acceptable. On conduit un chantier d'élimination si l'intervention y est également ponctuelle mais répétitive car il y a une dynamique de recolonisation permanente.

Dans tous les cas, les techniques de lutte retenues devront être en conformité avec les réglementations en vigueur et avoir démontré leur efficacité et leur innocuité par rapport au milieu et aux espèces.



Cette action est inéligible au contrat Natura 2000 si elle vise à financer :

- l'application de la réglementation, notamment au titre du code de l'environnement et du code rural (exemple pour les espèces animales : réglementation sur la chasse ou les animaux classés nuisibles). Le contrat Natura 2000 n'a pas pour but de financer l'application de la réglementation,
- les dégâts d'espèces prédatrices (grands carnivores,...),
- l'élimination ou la limitation d'une espèce dont la station est présente sur la majeure partie du site et/ou en dehors du site.

### **Eligibilité**

Pour le devenir des bois, se référer aux conditions générales de mise en œuvre.

Les modalités particulières d'abattage et de débardage seront définies en application du Docob.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre
- Arrachage manuel (cas de densités faibles à moyennes)
- Coupe manuelle des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre
- Coupe des grands arbres et des semenciers (hors contexte productif)
- Enlèvement et transfert des produits de coupe (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat) – en contexte productif, seul le surcoût d'un débardage alternatif par rapport à un débardage classique est pris en charge.
- Dévitalisation par annellation
- Les études et les frais d'expert.
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Ne pas réaliser d'opérations propres à stimuler le développement des végétaux indésirables (exemples : lutte contre le robinier, puis ouverture brutale stimulant le drageonnage, lutte chimique ...). Dans la mesure du possible, les traitements chimiques ont un caractère exceptionnel et portent sur des surfaces aussi restreintes que possible,
- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Etat initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...),
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

## **2. MODALITE DE DESTRUCTION DES AUTRES VEGETAUX**

### **Eligibilité**

Cette action peut être utilisée si l'état d'un ou plusieurs habitats et espèces d'intérêt communautaire est menacé ou dégradé par la présence d'une espèce indésirable et si la station d'espèce indésirable est de faible dimension. Dans toute autre situation, elle peut être envisagée dans le cadre d'un programme de lutte formalisé.

On parle :

- d'élimination : si l'action vise à supprimer tous les spécimens de la zone considérée. On conduit un chantier d'élimination, si l'intervention est ponctuelle. L'élimination est soit d'emblée complète soit progressive.
- de limitation : si l'action vise simplement à réduire la présence de l'espèce indésirable en deçà d'un seuil acceptable. On conduit un chantier de limitation si l'intervention y est également ponctuelle mais répétitive car il y a une dynamique de recolonisation permanente.

Dans tous les cas, les techniques de lutte retenues devront, être en conformité avec les réglementations en vigueur et avoir démontré leur efficacité et leur innocuité par rapport au milieu et aux autres espèces.

Cette action est inéligible au contrat Natura 2000 si elle vise à financer l'application de la réglementation notamment au titre du code de l'environnement et du code rural.

### **Modes d'élimination possibles**

- le broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre,
- l'arrachage et la coupe des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre,
- la dévitalisation par annellation (suivie d'une coupe si les bois se trouvent à portée de chablis-d'une voie de circulation),
- l'enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage,
- le traitement chimique des semis, des rejets, ou des souches avec des produits homologués en forêt. Il doit être justifié, ponctuel, en conformité avec le Docob,
- la fauche.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre
- Arrachage manuel (cas de densités faibles à moyennes)
- Coupe manuelle des arbustes
- Dévitalisation par annellation
- Traitement chimique des semis, des rejets, ou des souches **uniquement** pour les espèces à forte capacité de rejet avec des produits homologués en forêt ; traitement chimique des arbres par encoche pour les espèces à forte capacité de drageonnage (ailante),
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur et de la DREAL.

### **Engagements non rémunérés**

- Ne pas réaliser d'opérations propres à stimuler le développement des végétaux indésirables (exemples : lutte contre le robinier, puis ouverture brutale stimulant le drageonnage, lutte chimique ...), y compris dans les plans de gestion
- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Etat initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...),
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.

# **F12 : DISPOSITIF FAVORISANT LE DEVELOPPEMENT DE BOIS SENESCENTS**

## **Objectifs de l'action**

L'action concerne un dispositif favorisant le développement de bois sénescents en forêt dans le but d'améliorer l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les essences représentatives du cortège de l'habitat ou ayant un intérêt potentiel pour les espèces d'intérêt communautaire justifiant le site (insectes saproxyliques, chiroptères ou oiseaux principalement) sont visées par la mesure.

En fonction des enjeux locaux, il peut être intéressant de développer le bois sénescence soit sous la forme d'arbres disséminés dans le peuplement, soit sous la forme d'îlots, en s'inscrivant dans la recherche d'une trame fonctionnelle.

## **Conditions particulières d'éligibilité**

### Absence de choix de non-gestion :

Les surfaces se trouvant dans une situation d'absence de sylviculture, par choix (réserve biologique intégrale, ...) ou par défaut (parcelles non accessibles, hors cadre, ...) ne sont pas éligibles.

### Conditions particulières en forêt domaniale :

- l'indemnisation des tiges débutera à la 3<sup>e</sup> tige contractualisée par hectare,
- pour la sous-action 1 « arbres disséminés », ne peuvent pas être contractualisés les arbres par ailleurs inclus dans un îlot de sénescence tel que défini par les schémas et directives régionaux d'aménagement,
- pour la sous-action 2 « îlots Natura 2000 », les îlots de sénescence (ONF) et îlots de vieillissement (ONF) ne peuvent être superposés avec un contrat Natura 2000 favorisant le développement du bois sénescence.

### Sécurité des personnes :

Pour assurer la sécurité des personnes, les îlots et arbres isolés devront être installés à plus de 30 m (distance réelle, mesurée parallèlement à la pente) des zones fréquentées par le public (aires d'accueil, sentiers balisés, routes ouvertes à la circulation...).

### Répartition des îlots :

Les contrats de plus de 20 ha favorisant la sénescence doivent se conformer à une stratégie établissant le principe d'une trame de vieux bois établie par la structure animatrice et validée par le copil et définissant les principes de répartition des îlots en fonction de leur taille.

## **Décomposition de l'action en deux sous-actions**

Ci-après sont définies deux sous-actions complémentaires et les conditions particulières d'éligibilité ou de financement qui leur sont propres, à savoir :

- une sous-action 1 appelée « arbres disséminés »,
- une sous-action 2 appelée « îlot Natura 2000 », qui comprend des arbres disséminés et l'indemnisation des espaces interstitiels.

## 1. ARBRES DISSEMINES

### Éligibilité

Les arbres éligibles doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- être des **arbres vivants d'intérêt biologique** c'est-à-dire présentant des cavités (loges de nidification de pic, ou autres cavités d'au moins 10cm de diamètre et de profondeur), des fissures, ou branches mortes (d'au moins 10cm de diamètre et d'1m de longueur), portant des champignons, ou représentant une essence rare sur la station,

### ET

- Avoir un diamètre à 1,30 m du sol supérieur ou égal aux diamètres apparaissant pour les essences citées dans le tableau du paragraphe coûts simplifiés.

Les arbres présentant un attrait touristique ne sont pas éligibles.

Chevauchement et succession des contrats :

Deux contrats favorisant le développement de bois sénescents sous forme d'arbres isolés peuvent se superposer partiellement sur la période d'engagement de 30 ans, tant que le plafond n'est pas atteint sur la surface cumulée du polygone regroupant les polygones jointifs de l'ensemble des contrats. Le renouvellement du contrat est possible pour les arbres répondant encore aux critères d'éligibilité à l'issue des 30 ans.

### Coût simplifié

L'indemnité est calculée selon un coût simplifié par essence et par classe de diamètre présenté ci-après.

Essences	Classe de diamètre	Montant
Chêne, Epicéa, sapin	60 à 70 cm	200 €/tige
	75 et plus	300 €/tige
Hêtre, Frêne, Erables, Ormes, Tilleuls, Fruitiers, Charme	50 à 60 cm	90 €/tige
	65 et plus	160 €/tige

NB : les classes de diamètre sont centrées sur le diamètre indiqué ; par exemple classe de diamètre 50 = de 47,5 à 52,5 cm. Diamètre mesuré à 1,30 du sol.

### Engagements rémunérés

- Maintenir pendant 30 ans des arbres engagés,
- Marquer les arbres sélectionnés au moment de leur identification d'un triangle pointe en bas marqué à la griffe et/ou peint à l'aide d'une peinture blanche longue durée et/ou par des panneaux ad hoc. Les marques auront la même apparence et la même hauteur.

Il est admis sur cette durée que l'engagement n'est pas rompu si :

- les arbres réservés subissent des aléas : volis, chablis ou attaques d'insectes,
- des interventions sont rendues obligatoires (prévenir systématiquement le service instructeur) :
  - au vu de problèmes de sécurité,
  - à cause de chute d'arbres en dehors de la propriété sur laquelle le contrat a été engagé
  - envahissement par une espèce exotique envahissante nécessitant des travaux de lutte.

Dans ce cas, c'est l'arbre ou ses parties maintenues au sol qui valent engagement.

### **Engagement non rémunéré**

- Entretenir les marques durant 30 ans,
- Ne mettre en place aucun aménagement, aucun équipement de quelque nature que ce soit, aucun dispositif attractif pour le public (sentier de randonnées, pistes de ski, ...) à proximité immédiate des arbres engagés.
- Consigner les informations concernant les arbres engagés dans les documents de suivi de la gestion de la forêt.

### **Montant plafond d'aide de l'action**

L'indemnisation de la sous-action « arbres disséminés » est plafonnée à 2000 €/ha. La surface de référence est la surface du polygone définie par les arbres contractualisés les plus extérieurs (angles sortants).

### **Points de contrôle :**

- Présence des bois repérés au GPS et marqués pendant 30 ans,
- Aucune intervention sur les arbres marqués,
- Laisser sur place sauf risque sanitaire majeur (documenté par des photos) : l'arbre à terre fait office de contrôle.

## **2. ILOTS DE BOIS SENESCENTS OU ILOTS NATURA 2000**

La sous-action 2 « îlot Natura 2000 » vise à indemniser à la fois :

- des arbres qui présentent soit un intérêt biologique (comme défini ci-dessous), soit un diamètre important (cf. tableau ci-dessous),
- l'absence totale d'intervention sylvicole sur l'espace interstitiel, qui comprend le fond et les autres arbres ne présentant pas ces caractéristiques.

**Aucuns travaux ne seront autorisés à l'intérieur de l'îlot pendant 30 ans.**

### **Éligibilité**

La surface minimale d'un îlot est de **0,5 ha** d'un seul tenant et comporter au moins 10 arbres éligibles en moyenne par hectare. **Les contrats de plus de 20 ha favorisant la sénescence doivent se conformer à une stratégie établissant le principe d'une trame de vieux bois établie par la structure animatrice et validé par le copil et définissant les principes de répartition des îlots en fonction de leur taille**

Les arbres éligibles sont :

- **soit des arbres vivants d'intérêt biologique c'est-à-dire présentant des cavités (loges de nidification de pic, ou autres cavités d'au moins 10cm de diamètre et de profondeur), des fissures, ou branches mortes (d'au moins 10cm de diamètre et d'1m de longueur)(des signes de dépérissement telles que le manque de branches fines ne suffit pas à définir un arbre d'intérêt biologique), portant des champignons, présentant des caractéristiques particulières telle que des branches basses, un port étalé, ou représentant une essence rare sur la station.**
- **soit des arbres dont le diamètre à 1,30 m du sol, est supérieur ou égal aux diamètres apparaissant pour les essences citées dans le tableau du paragraphe coûts simplifiés.**

Les arbres présentant un attrait touristique ne sont pas éligibles.

Chevauchement et succession des contrats :

Deux contrats favorisant le développement de bois sénescents sous forme d'îlots ne peuvent pas se superposer, même partiellement, sur la période d'engagement de 30 ans. Le renouvellement du contrat est possible pour les arbres répondant encore aux critères

d'éligibilité à l'issue des 30 ans sous réserve qu'il n'y ait aucune intervention sylvicole entre les deux contrats.

### Coût simplifié

L'immobilisation du fond et l'absence d'intervention sylvicole pendant 30 ans est indemnisée à hauteur d'un montant forfaitaire de 2 000 €/ha d'îlot.

L'immobilisation des tiges pour 30 ans est indemnisée selon le tableau suivant :

Essences	Classe de diamètre	Montant
Chêne, Epicéa, sapin	Tout diamètre si d'intérêt biologique	50 €/tige
	60 à 70 cm	200 €/tige
	75 et plus	300 €/tige
Hêtre, Frêne, Erables, Ormes, Tilleuls, Fruitiers, Charme	Tout diamètre si d'intérêt biologique	50 €/tige
	50 à 60 cm	90 €/tige
	65 et plus	160 €/tige
Autres feuillus	Tout diamètre si intérêt biologique et à partir de 40cm sinon	50 €/tige

NB : les classes de diamètre sont centrées sur le diamètre indiqué ; par exemple classe de diamètre 50 = de 47,5 à 52,5 cm. Diamètre mesuré à 1,30 du sol

### Engagements rémunérés

- Maintenir pendant 30 ans de tous les arbres inclus dans l'îlot engagé,
- Marquer le périmètre de l'îlot à l'aide d'une peinture blanche longue durée et/ou par des panneaux ad hoc, ou autre signe distinctif après accord préalable de l'administration,

Il est admis sur cette durée que l'engagement n'est pas rompu si :

- les arbres réservés subissent des aléas : volis, chablis ou attaques d'insectes,
- des interventions sont rendues obligatoires (prévenir systématiquement le service instructeur) :
  - au vu de problèmes de sécurité,
  - à cause de chute d'arbres en dehors de la propriété sur laquelle le contrat a été engagé
  - envahissement par une espèce exotique envahissante nécessitant des travaux de lutte.

Dans ce cas, c'est l'arbre ou ses parties maintenues au sol qui valent engagement.

### Engagement non rémunéré

- Entretenir le marquage durant 30 ans,
- Consigner les informations des arbres et de la surface engagés dans les documents de gestion de la forêt lorsqu'il existe.
- Ne mettre en place aucun aménagement, aucun équipement de quelque nature que ce soit, aucun dispositif attractif pour le public (sentier de randonnées, pistes de ski, ...) à proximité immédiate de l'îlot,
- Exclure, dans et en lisière de l'îlot, les agrainages et les pierres à sel dans le cas où le signataire est titulaire du droit de chasse,

**Montant plafond d'aide de l'action**

La surface de référence est la surface du polygone défini par l'îlot où il n'y aura pas d'intervention sylvicole pendant 30 ans.

**Le nombre d'arbres engagés au sein de chaque « îlot Natura 2000 » est limité à 20 par hectare et par îlot.**

**Le montant est plafonné à 200.000 euros par bénéficiaire dans un site Natura 2000 donné sur trois années glissantes.**

**Points de contrôle :**

- La présence des îlots délimités et marqués sur le terrain pendant 30 ans,
- Présence des arbres éligibles repérés au GPS pendant 30 ans
- La surface de l'îlot,
- Aucune intervention sylvicole dans l'îlot marqué,
- Maintien sur place sauf risque sanitaire majeur : l'arbre à terre fait office de contrôle.

## **F13i : OPERATIONS INNOVANTES AU PROFIT D'ESPECES OU D'HABITATS**

La mesure concerne les opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats justifiant la désignation d'un site, prescrites et réalisées sous contrôle d'une expertise scientifique.

Il s'agit d'opérations dont les techniques elles-mêmes sont innovantes ou, plus simplement, d'opérations inhabituelles ne relevant d'aucune des mesures listées dans le présent arrêté.

Compte tenu du caractère innovant des opérations :

- un suivi de la mise en œuvre de l'action doit être mis en place de manière globale sur le site par l'animateur qui prendra l'appui d'un organisme public doté de compétences scientifiques (IRSTEA, INRA, Université, OFB,...) ou d'experts reconnus dont le choix est validé par le service instructeur,
- un rapport d'expertise doit être fourni a posteriori par l'expert scientifique chargé du suivi, afin de faire savoir si la pratique expérimentée est (ou non) à approfondir, à retenir et à reproduire. Ce rapport comprendra :
  - ✓ la définition des objectifs à atteindre,
  - ✓ le protocole de mise en place et de suivi,
  - ✓ le coût des opérations mises en place,
  - ✓ un exposé des résultats obtenus.

Une opération est éligible que si elle ne relève pas d'un des thèmes encadrés par les autres mesures listées dans le présent arrêté.



## **F14i : INVESTISSEMENTS VISANT A INFORMER LES USAGERS DE LA FORET**

La mesure concerne les investissements visant à informer les usagers de la forêt afin de les inciter à limiter l'impact de leurs activités sur des habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaire sensibles.

Cette mesure repose sur la mise en place de panneaux d'interdiction de passage (lorsqu'une mise en défens physique est prévue), ou de recommandations. Les panneaux doivent respecter une charte graphique définie par le service instructeur.

### **Eligibilité**

Cette mesure ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'une mise en défens physique est réalisée préalablement ou en parallèle, pour les panneaux d'interdiction de passage. Les panneaux finançables sont ceux qui sont liés à la protection d'un secteur fréquenté de facto et non pas à l'équipement d'un site pour faire venir des visiteurs.

Dans le cas d'utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut. L'utilisation du bois sera privilégiée dans la composition des panneaux ; pour d'autres matériaux, une justification de l'éco-conception sera demandée.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- La conception des panneaux,
- La fabrication,
- La pose, la dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu,
- Le rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose,
- Le déplacement et l'adaptation à un nouveau contexte,
- Le remplacement ou la réparation des panneaux en cas de dégradation,
- Les études et les frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Respecter la charte graphique ou les normes existantes,
- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Présence du panneau : chaque panneau devra comprendre les logos Natura 2000 – Union Européenne – État (en cas de vandalisme après avoir porté plainte, transmettre une déclaration et une photo au service instructeur qui en informera l'ASP),
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

## **F15i : TRAVAUX D'IRREGULARISATION DE PEUPLEMENTS FORESTIERS SELON UNE LOGIQUE NON PRODUCTIVE**

La mesure concerne des travaux d'irrégularisation de peuplements forestiers au profit d'espèces ou d'habitats ayant justifié la désignation d'un site. Elle pourra concerner l'irrégularisation des lisières sur une largeur minimale de 10 mètres (sauf cas des ripisylves). Quelques espèces comme le Grand tétras et certains chiroptères trouvent de meilleures conditions écologiques au regard de leurs besoins dans des peuplements irrégularisés ou en mosaïque.

L'état d'irrégularisation ne peut pas être défini comme un état unique et théorique car il existe des situations diverses de structure, de matériel et de composition qui correspondent à des états satisfaisants pour le peuplement, aussi bien sur le plan de la production ou de la pérennité qu'en terme d'accueil des espèces.

En outre, ce n'est pas l'état d'irrégularisation du peuplement qui donne lieu à financement. Ce sont les actions nécessaires pour atteindre ou entretenir cet état qui sont financées.

Ainsi, il existe diverses modalités (notamment en termes de volume) qui permettent à la fois une conduite des peuplements compatibles avec leur production et leur renouvellement simultanés, et l'amorce d'une structuration. Ces marges de volume seront définies régionalement par grand type de contexte.

Pour la mise en œuvre d'une telle conduite du peuplement, les travaux accompagnant le renouvellement du peuplement (travaux dans les semis, les fourrés, les gaules...) pourront être soutenus financièrement.

On évitera de faire de la structuration un objectif premier dans des peuplements inadéquats (par exemple, peuplement régulier de bois moyens de qualité) qui supposerait d'importants manques d'exploitabilité pour un résultat pouvant être compromis par le dynamisme de tels peuplements.

Cette action peut être associée à l'action F06i dans le cas des ripisylves et des forêts alluviales.

*Nota bene* : l'irrégularisation est généralement une résultante des choix de conduite des peuplements (capitalisation de la qualité, récolte de bois matures, travaux légers d'accompagnement du semis ...), dont les motivations sont prioritairement d'ordre économique.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- Le dégagement de taches de semis acquis,
- La lutte contre les espèces concurrentes,
- Les protections individuelles contre les rongeurs et les cervidés, dégradables ou avec un enlèvement obligatoire,
- Les études et frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagements non rémunérés**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie),
- Dans le cas où la taille de la propriété oblige à l'élaboration d'un document de gestion, une telle mesure ne peut être mobilisée que si l'irrégularisation des peuplements est planifiée (simple modification ou refonte du document de gestion si nécessaire), afin de mieux garantir l'efficacité des opérations financées,

- Dans le cas du grand tétras, la mise en œuvre de cette mesure doit s'accompagner d'un engagement du bénéficiaire à mettre en œuvre des actions visant à augmenter de façon sensible la proportion de gros bois dans son peuplement si elle est initialement insuffisante. En effet, à volume équivalent, l'éclairement au sol est supérieur dans un peuplement comportant davantage de gros bois et favorise donc l'émergence de la myrtille,
- Dans le cas des espèces les plus sensibles au dérangement d'origine anthropique, notamment les tétraonidés, le bénéficiaire s'engage à ne mettre en place aucun dispositif attractif pour le public (sentiers de randonnée, pistes de ski, etc...) et à ne pas donner son accord pour une telle mise en place dans l'aire concernée par l'espèce.

#### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

## **F16 : PRISE EN CHARGE DU SURCOUT LIE A LA MISE EN ŒUVRE D'UN DEBARDAGE ALTERNATIF**

L'action concerne un dispositif encourageant les techniques de débardage alternatives qui affectent moins les habitats et espèces d'intérêt communautaire que ce qui est communément pratiqué dans la région, dans le cadre de coupes réalisées dans un objectif productif.

### **Eligibilité**

Le débardage doit être supporté financièrement par le propriétaire.

Les opérations d'abattage et de débardage doivent être clairement différenciées.

La demande d'aide devra comporter un devis détaillé explicite.

Le mode de débardage et les modalités particulières sont définis en fonction du Docob.

### **Calcul de l'aide**

L'indemnisation correspond à la différence entre le montant du devis établi pour un débardage alternatif et le coût du débardage classique.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- Surcoût du débardage alternatif par rapport à un débardage classique,
- Etudes et frais d'expert,
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur.

### **Engagement non rémunéré**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente,
- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie.

## F17i : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LISIERE ETAGEE

L'action concerne l'amélioration des lisières existantes (bord de pistes et de clairières, lisières externes des massifs et internes face à des enclaves non boisées) et l'entretien des prés-bois par l'aménagement de structures étagées dans le but d'améliorer l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.

La lisière, zone transitoire entre forêt et milieu ouvert, joue un rôle important en matière de biodiversité : refuge, lieu de reproduction et zone de nourrissage d'une faune nombreuse et variée (oiseaux, chauve-souris et autres petits mammifères – belettes, hérissons, renards – reptiles, papillons et autres insectes – abeilles, sauterelles...). Les lisières sont des écotones, à la frontière d'habitats différents, ainsi que des trames vertes pour les espèces inféodées aux zones ouvertes arborées (haies, bosquets, vergers). Elles permettent aussi de protéger les peuplements contre le vent, si elles sont perméables, progressives et étagées, également contre le soleil et le gel. Elles constituent enfin un refuge pour les essences pionnières et post-pionnières utiles à la recolonisation des surfaces détruites.

Pour être favorable, la lisière doit adopter une structure irrégulière, composée de plusieurs zones où peuvent se développer différentes strates végétales :

- un manteau arboré peu dense constitué d'espèces pionnières et post-pionnières
- un cordon de buissons
- un ourlet herbeux.

Il faut veiller à l'étagement et à la structuration de ces zones par une augmentation progressive de la hauteur depuis l'ourlet herbeux jusqu'au peuplement forestier.

Idéalement, cette structure doit être aussi irrégulière par bouquets dans sa longueur afin de ménager à la fois des zones dégagées et des endroits comportant des arbres plus âgés. La lisière doit présenter également un caractère sinueux, qui permet une bonne mosaïque ou imbrication d'ourlets herbeux, de fruticées et de manteaux forestiers. Il faut veiller à son hétérogénéité garante de sa diversité en favorisant la présence d'un maximum d'espèces naturelles et en particulier d'espèces florifères et fructifères. D'autres éléments spécifiques tels que des mares, des arbres morts sur pied ou à terre, des tas de cailloux, des amas de branches sont également intéressants.

Les interventions préconisées sont :

- éclaircir le manteau forestier pour structurer le couvert arborescent, favoriser l'apparition de plantes herbacées, de régénération et de buissons ligneux d'accompagnement, ainsi que donner de la lumière à la fruticée et à l'ourlet herbeux (interventions jardinatoires) ; garder les arbres sénescents, morts ou à cavités (en évitant les abords des routes et chemins fréquentés par le public),
- dans certains cas de lisières nettes et non structurées, créer des trouées en alternant endroits et époques d'intervention : maintenir les éléments de valeur dans la trouée ainsi que les perches ; les trouées créent des sinuosités favorisant l'évolution dynamique de la structure,
- au sein de la lisière (fruticée et manteau forestier) favoriser les essences de lumière produisant des fruits, les pionniers, mais aussi les très gros arbres, les arbres à cavité, les arbres à lianes (lierre, houblon, clématite) et les chandelles ; porter une attention particulière aux buissons rares ; veiller à une diversité maximale d'espèces,
- entretenir la lisière par recépage périodique de la ceinture buissonnante et fauchage de l'ourlet herbeux ; l'entretien doit être réalisé par tronçons, sur toute la profondeur de la lisière, en laissant des zones refuges sur le linéaire ; respecter les périodes de reproduction de la faune. Rajeunir les buissons, favoriser la diversité des espèces,

éliminer localement les repousses de ligneux arborescents, éclairer l'ourlet herbeux et éviter son embroussaillage ; entasser les branches pour retarder la repousse des rejets et constituer des habitats spécifiques,

- conserver, mettre à la lumière voire créer des petites structures ou biotopes : laisser des tas de branches et des morceaux de bois mort ; éclairer des points d'eau, des rochers ou des murets.

L'action concerne les travaux d'aménagement de lisière ; le bénéficiaire s'engage à entretenir la lisière durant les 5 années suivant les travaux.

### **Eligibilité**

Les créations de lisières temporaires (ie lisières avec un milieu destiné à se refermer) ne sont pas concernées par l'action.

Tous les types de lisières existantes sont éligibles : bordure de route ou de voie de chemin de fer, bordure de champ, de clairière, les bordures de cours d'eau, etc...

L'aménagement devra concerner une surface pertinente : la profondeur conseillée est de 25 m, la longueur et le tracé sont à apprécier en fonction du diagnostic préalable.

### **Engagements rémunérés : travaux éligibles**

- Etudes et frais d'expert,
- Martelage de la lisière,
- Coupe d'arbres (hors contexte productif),
- Lorsqu'il est nécessaire d'enlever les produits de coupe, enlèvement et transfert vers un lieu de stockage. Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visées par le contrat :
  - contexte non productif : le coût du débardage est pris en charge par le contrat,
  - contexte productif : seul le surcoût lié à ce débardage par rapport à un débardage classique avec engins est pris en charge par le contrat.
- Débroussaillage, fauche, gyrobroyage,
- Entretien de la lisière au moins une fois sur la durée du contrat : fauche périodique (voire gyrobroyage) et tardive de l'ourlet herbeux, recépage de la ceinture buissonnante
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

### **Engagement non rémunéré**

- Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie).

### **Principaux points de contrôle**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions dans le cadre des travaux en régie,
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf lorsque des coûts simplifiés sont en vigueur).

**Annexe 3 à l'arrêté n° 2024-B-11281**  
**Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de**  
**l'intervention régionale Préservation et restauration des sites Natura 2000 :**  
**contrats Natura 2000, déclinée de l'intervention 73.04 du Plan Stratégique**  
**National français en Bourgogne-Franche-Comté.**

**Description des actions éligibles aux contrats Natura 2000**  
**ni agricoles ni forestiers**  
**Sommaire des actions**

<b>N° de l'action</b>	<b>Titre de l'action</b>	<b>N° de page</b>
<b>N01Pi</b>	CHANTIER LOURD DE RESTAURATION DE MILIEUX OUVERTS OU HUMIDES PAR DEBROUSSAILLAGE	<b>48</b>
<b>N02Pi</b>	RESTAURATION DE MILIEUX OUVERTS PAR UN BRULAGE DIRIGE	<b>50</b>
<b>N03Pi</b>	ÉQUIPEMENTS PASTORAUX DANS LE CADRE D'UN PROJET DE GENIE ECOLOGIQUE	<b>52</b>
<b>N03R</b>	GESTION PASTORALE D'ENTRETIEN DES MILIEUX OUVERTS DANS LE CADRE D'UN PROJET DE GENIE ECOLOGIQUE	<b>53</b>
<b>N04R</b>	GESTION PAR UNE FAUCHE D'ENTRETIEN DES MILIEUX OUVERTS	<b>55</b>
<b>N05R</b>	CHANTIER D'ENTRETIEN DES MILIEUX OUVERTS PAR GYROBROYAGE OU DEBROUSSAILLAGE LEGER	<b>57</b>
<b>N06Pi</b>	REHABILITATION OU PLANTATION D'ALIGNEMENTS DE HAIES, D'ALIGNEMENT D'ARBRES, D'ARBRES ISOLES, DE VERGERS OU DE BOSQUETS	<b>59</b>
<b>N06R</b>	CHANTIER D'ENTRETIEN DE HAIES, D'ALIGNEMENTS DE HAIES, D'ALIGNEMENT D'ARBRES, D'ARBRES ISOLES, DE VERGERS OU DE BOSQUETS	<b>61</b>
<b>N07P</b>	DECAPAGE ET ETREPAGE SUR DE PETITES PLACETTES EN MILIEUX HUMIDES	<b>62</b>
<b>N08P</b>	GRIFFAGE DE SURFACE OU DECAPAGE LEGER POUR LE MAINTIEN DE COMMUNAUTES PIONNIERES EN MILIEU SEC	<b>63</b>
<b>N09Pi</b>	CREATION OU RETABLISSEMENT DE MARES OU D'ETANGS	<b>64</b>
<b>N09R</b>	ENTRETIEN DE MARES OU D'ETANGS	<b>66</b>
<b>N10R</b>	CHANTIER D'ENTRETIEN MECANIQUE ET DE FAUCARDAGE DES FORMATIONS VEGETALES HYGROPHILES	<b>67</b>
<b>N11Pi</b>	RESTAURATION DE RIPISYLVES, DE LA VEGETATION DES BERGES ET ENLEVEMENT RAISONNE DES EMBACLES	<b>68</b>
<b>N11R</b>	ENTRETIEN DE RIPISYLVES, DE LA VEGETATION DES BERGES ET ENLEVEMENT RAISONNE DES EMBACLES	<b>70</b>
<b>N12Pi et Ri</b>	CURAGE LOCAUX ET ENTRETIEN DES CANAUX ET FOSSES DANS LES ZONES HUMIDES	<b>72</b>
<b>N13Pi</b>	CHANTIER OU AMENAGEMENTS DE LUTTE CONTRE L'ENVASEMENT DES ETANGS, LACS ET PLANS D'EAU	<b>73</b>
<b>N14Pi</b>	RESTAURATION DES OUVRAGES DE PETITE HYDRAULIQUE	<b>74</b>
<b>N14R</b>	GESTION DES OUVRAGES DE PETITE HYDRAULIQUE	<b>75</b>
<b>N15Pi</b>	RESTAURATION ET AMENAGEMENT DES ANNEXES HYDRAULIQUES	<b>76</b>
<b>N16Pi</b>	CHANTIER DE RESTAURATION DE LA DIVERSITE PHYSIQUE D'UN COURS D'EAU ET DE SA DYNAMIQUE EROSIVE	<b>77</b>
<b>N17Pi</b>	EFFACEMENT OU AMENAGEMENT DES OBSTACLES A LA MIGRATION DES POISSONS	<b>78</b>
<b>N18Pi</b>	DEVEGETALISATION ET SCARIFICATION DES BANCS ALLUVIONNAIRES	<b>79</b>
<b>N19Pi</b>	RESTAURATION DE FRAYERES	<b>80</b>
<b>N20P et R</b>	CHANTIER D'ELIMINATION OU DE LIMITATION D'UNE ESPECE INDESIRABLE	<b>81</b>
<b>N23Pi</b>	AMENAGEMENTS ARTIFICIELS EN FAVEUR DES ESPECES JUSTIFIANT LA DESIGNATION D'UN SITE	<b>83</b>
<b>N24Pi</b>	TRAVAUX DE MISE EN DEFENS ET DE FERMETURE OU D'AMENAGEMENTS DES ACCES	<b>84</b>
<b>N25Pi</b>	PRISE EN CHARGE DE CERTAINS COUTS VISANT A REDUIRE L'IMPACT DES ROUTES, CHEMINS, DESSERTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES LINEAIRES	<b>85</b>
<b>N26Pi</b>	AMENAGEMENTS VISANT A INFORMER LES USAGERS POUR LIMITER LEUR IMPACT	<b>87</b>
<b>N27Pi</b>	OPERATIONS INNOVANTES AU PROFIT D'ESPECES OU D'HABITATS	<b>88</b>

# N01Pi - CHANTIER LOURD DE RESTAURATION DE MILIEUX OUVERTS OU HUMIDES PAR DEBROUSSAILLAGE

## Objectif de l'action

Cette action vise l'ouverture de surfaces abandonnées par l'agriculture et moyennement à fortement embroussaillées, ainsi que celles de zones humides et landes envahies par les ligneux. Elle est réalisée au profit des espèces ou habitats justifiant la désignation d'un site, et couvre les travaux permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique.

Elle s'applique aux surfaces moyennement à fortement embroussaillées.

## Conditions particulières d'éligibilité

Les modalités de gestion après le chantier d'ouverture doivent être établies au moment de la signature du contrat : elles doivent être inscrites dans le contrat, en engagement rémunéré ou en engagement non rémunéré.

## Actions complémentaires

Cette action est complémentaire des actions d'entretien des milieux ouverts :

- Équipements pastoraux dans le cadre d'un projet de génie écologique(N03P)
- Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique (N03R)
- Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts (N04R)
- Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger (N05R).

## Engagements rémunérés

- Bûcheronnage, coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux
- Dévitalisation par annellation
- Dessouchage
- Rabotage des souches
- Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche, avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits
- Arasage des touradons
- Frais de mise en décharge
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Respect des périodes d'autorisation des travaux
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)

### Pour les zones humides :

- Pas de retournement
- Pas de mise en culture, de semis ou de plantation de végétaux
- Ne pas assécher, imperméabiliser, remblayer ou mettre en eau
- Ne pas fertiliser, ni amender, ni utiliser de produits phytosanitaires si cela n'a pas été prévu dans le Docob



**Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Comparaison de l'état initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces travaillées
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf en cas de recours aux barèmes)

# N02Pi - RESTAURATION DE MILIEUX OUVERTS PAR UN BRULAGE DIRIGE

## Objectifs de l'action

Le brûlage dirigé est une opération périodique d'aménagement et d'entretien de l'espace qui permet, entre autres, la gestion des pâturages, des landes et des friches. Il consiste à conduire le feu de façon planifiée et contrôlée sur toute ou partie d'une surface prédéfinie et en toute sécurité pour les espaces limitrophes. Cette action permet de favoriser la diversité de la flore et de la faune et de maintenir une mosaïque d'habitats naturels.

Elle peut néanmoins générer des impacts négatifs sur le milieu en particulier en cas de répétition. Pour réduire ces impacts il convient de combiner un brûlage pour l'ouverture initiale d'un milieu avec d'autres modalités de gestion pour optimiser les résultats au niveau de la composition floristique de l'habitat.

Ces opérations impliquent le respect des règles liées à la défense de la forêt contre les incendies et au portage du feu dans les espaces naturels énoncées par arrêté préfectoral, ainsi qu'une parfaite collaboration avec les services de sécurité (Gendarmerie, pompiers).

## Conditions particulières d'éligibilité

- Respecter les dispositions réglementaires en vigueur (le projet doit être accepté par les autorités compétentes).
- Le chantier doit être mené par un technicien agréé (titulaire d'un brevet de responsable de chantier de brûlage dirigé ou toute autre diplôme reconnu équivalent).
- Les modalités de gestion après le chantier d'ouverture doivent être établies au moment de la signature du contrat : elles doivent être inscrites dans le contrat, en engagement rémunéré ou en engagement non rémunéré.

## Éléments à préciser dans le Docob

Nombre d'intervention maximale autorisée au cours du contrat

## Actions complémentaires :

- Équipements pastoraux dans le cadre d'un projet de génie écologique(N03P)
- Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique (N03R)
- Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts (N04R)
- Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger (N05R).

## Engagements rémunérés

- Débroussaillage de pare feu
- Frais de service de sécurité
- Mise en place du chantier et surveillance du feu
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des feux (privilégier la période hivernale)
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)

**Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés en régie)
- Comparaison de l'état initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N03Pi – ÉQUIPEMENTS PASTORAUX DANS LE CADRE D'UN PROJET DE GENIE ECOLOGIQUE

## Objectifs de l'action

Cette action a pour objectif de financer les équipements pastoraux nécessaires à la mise en place d'une gestion pastorale sur des milieux ouverts *dans le cadre d'un projet de génie écologique*.

## Conditions particulières d'éligibilité

Cette action ne peut être souscrite **qu'en complément des engagements de l'action N03R**, elle n'est par conséquent pas accessible aux agriculteurs.

## Action complémentaire :

Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique (N03R)

## Engagements rémunérés

- Temps de travail pour l'installation des équipements
- Équipements pastoraux :
  - Clôtures (fixes ou mobiles, parcs de pâturage, clôture électrique, batteries...)
  - Abreuvoirs, bacs, tonnes à eau, robinets flotteurs...
  - Aménagements de râteliers et d'auges au sol pour l'affouragement,
  - Abris temporaires
  - Installation de passages canadiens, de portails et de barrières
  - Systèmes de franchissement pour les piétons
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges avec l'état des surfaces (présence des équipements)
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N03R - GESTION PASTORALE D'ENTRETIEN DES MILIEUX OUVERTS DANS LE CADRE D'UN PROJET DE GENIE ECOLOGIQUE

## Objectifs de l'action :

Cette action vise la mise en place d'un pâturage d'entretien, lorsqu'aucun agriculteur n'est présent sur le site, afin de maintenir l'ouverture de milieux, mais aussi de favoriser la constitution de mosaïques végétales. Il s'agit aussi d'adapter les pratiques pastorales aux spécificités des milieux en fonction de leurs caractéristiques écologiques.

Cette action peut être contractualisée à la suite d'une action de restauration de milieux afin de garantir leur ouverture.

## Conditions particulières d'éligibilité :

L'achat d'animaux n'est pas éligible

Les agriculteurs ne sont pas éligibles à cette action (ils peuvent par contre être prestataires de services pour le contractant).

## Actions complémentaires :

1. Chantier lourd de restauration de milieux ouverts ou humides par débroussaillage (N01P)
2. Restauration de milieux ouverts par un brûlage dirigé (N02P)
3. Équipements pastoraux dans le cadre d'un projet de génie écologique (N03Pi)

## Engagements rémunérés

- Gardiennage, déplacement et surveillance du troupeau
- Entretien d'équipements pastoraux (des clôtures, points d'eau, barrières, abris temporaires, ...)
- Suivi vétérinaire
- Affouragement, complément alimentaire
- Fauche des refus
- Location grange à foin
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation de pâturage
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des pratiques pastorales\*
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Ne pas fertiliser la surface, pas de travail du sol, de retournement ou de mise en culture, de drainage, de boisement de la prairie

\*Il sera demandé pour cette action, afin de justifier au mieux de sa mise en œuvre, de tenir un cahier d'enregistrement des pratiques pastorales dans lequel devront figurer à minima les informations suivantes :

- période de pâturage
- race utilisée et nombre d'animaux
- lieux et date de déplacement des animaux
- suivi sanitaire
- complément alimentaire apporté (date, quantité)
- nature et date des interventions sur les équipements pastoraux

**Points de contrôle minima associés :**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Existence et tenue du cahier de pâturage
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de gestion avec l'état des surfaces
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N04R - GESTION PAR UNE FAUCHE D'ENTRETIEN DES MILIEUX OUVERTS

## Objectifs de l'action

L'action vise à mettre en place une fauche pour l'entretien des milieux ouverts hors d'une pratique agricole. Cette fauche peut être nécessaire pour maintenir une grande diversité biologique dans les prairies naturelles, comme le rappellent les cahiers d'habitats agropastoraux. Cette pratique de gestion peut être mise en œuvre autant de fois qu'il est jugé nécessaire par le Docob au cours du contrat (fauche annuelle, triennale, ...). Les fauches mécaniques et manuelles sont éligibles dans le cadre de cette action.

## Conditions particulières d'éligibilité

Les agriculteurs ne sont pas éligibles à cette action (ils peuvent par contre être prestataires de services pour le contractant).

## Actions complémentaires

- Chantier lourd de restauration de milieux ouverts ou humides par débroussaillage (N01P)
- Restauration de milieux ouverts par un brûlage dirigé (N02P)

## Engagements rémunérés

- Fauche manuelle ou mécanique
- Défeutrage (enlèvement de biomasse en décomposition au sol)
- Conditionnement
- Transport des matériaux évacués
- Frais de mise en décharge
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation de fauche
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Barèmes forfaitaires

Ces barèmes sont à utiliser dans le cadre d'opérations conduites en régie sur des surfaces inférieures ou égales à 5 ha

Opérations	Opération obligatoire	Pas de contraintes naturelles	Présence de contraintes naturelles
		Coût unitaire (€/ha/intervention)	
Broyage	Oui	421	547
Exportation des produits de broyage	Non	238	309

#### Contraintes naturelles prises en compte :

- Pente supérieure à 20 % : justification par un calcul de la pente moyenne sur carte IGN, ou à défaut, relevé topographique de terrain.
- Sol à faible portance : justification en fonction des habitats présents : habitats humides type tourbières, bas-marais, marais, landes humides, mégaphorbiaies, source, référencés comme tel dans le document d'objectifs.
- Présence de roches affleurantes : justification par une cartographie des zones où la roche affleure sur un plan côté avec une échelle graphique. Le barème « présence de contraintes naturelles » sera appliqué sur la zone où les roches affleurent.

Lorsque des obstacles (blocs de pierre par exemple) représentent plus de 20 % de la surface du contrat, le barème sans contrainte naturelles peut être appliqué à la surface totale parcourue (et non seulement à la surface travaillée). La justification du pourcentage se fera sur carte type orthophotoplan.

#### **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf en cas de recours aux barèmes)



# N05R - CHANTIER D'ENTRETIEN DES MILIEUX OUVERTS PAR GYROBROYAGE OU DEBROUSSAILLAGE LEGER

## Objectifs de l'action

Lorsque l'embroussaillage d'une surface est limité, cette action peut s'appliquer afin de limiter ou de contrôler la croissance de certaines tâches arbustives, ou pour réaliser un broyage ou un gyrobroyage d'entretien sur des zones de refus ou pour certains végétaux particuliers (comme la fougère aigle, la callune, la molinie ou les genêts par exemple).

## Actions complémentaires

Cette action est complémentaire des actions d'ouverture de milieux (N01P et N02P)

## Engagements rémunérés

- Tronçonnage et bûcheronnage légers
- Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Lutte contre les accrus forestières, suppression des rejets ligneux
- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits
- Arasage des touradons
- Frais de mise en décharge
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Barèmes forfaitaires

Ces barèmes sont à utiliser dans le cadre d'opérations conduites en régie sur des surfaces inférieures ou égales à 5 ha

Opérations	Opération obligatoire	Pas de contraintes naturelles	Présence de contraintes naturelles
		Coût unitaire (€/ha/intervention)	
Débroussaillage	Oui	208	271
Exportation des produits de débroussaillage*	Non	77	100
Broyage	Oui	421	547
Exportation des produits de broyage*	Non	238	309

\* L'exportation des produits de broyage n'est pas obligatoire mais fortement recommandée.

#### Contraintes naturelles prises en compte :

- Pente supérieure à 20 % : justification par un calcul de la pente moyenne sur carte IGN, ou à défaut, relevé topographique de terrain.
- Sol à faible portance : justification en fonction des habitats présents : habitats humides type tourbières, bas-marais, marais, landes humides, mégaphorbiaies, source, référencés comme tel dans le document d'objectifs.
- Présence de roches affleurantes : justification par une cartographie des zones où la roche affleure sur un plan côté avec une échelle graphique. Le barème « présence de contraintes naturelles » sera appliqué sur la zone où les roches affleurent.

Lorsque des obstacles (blocs de pierre par exemple) représentent plus de 20 % de la surface du contrat, le barème sans contrainte naturelles peut être appliqué à la surface totale parcourue (et non seulement à la surface travaillée). La justification du pourcentage se fera sur carte type orthophotoplan.

#### **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf en cas de recours aux barèmes)

# N06Pi – REHABILITATION OU PLANTATION D'ALIGNEMENTS DE HAIES, D'ALIGNEMENT D'ARBRES, D'ARBRES ISOLES, DE VERGERS OU DE BOSQUETS

## Objectifs de l'action

Les haies, alignements d'arbres ou bosquets :

- permettent le maintien de corridors boisés utiles pour plusieurs espèces des directives dont de nombreux chiroptères (zones de chasse et de déplacements) ;
- constituent des habitats pour certaines espèces des directives dont plusieurs espèces d'insectes ;
- contribuent au maintien de plusieurs habitats en participant à la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et à la lutte contre l'érosion.

Le maintien des arbres de vergers haute-tige peut constituer un milieu favorable à certaines espèces faunistiques et notamment de nombreux chiroptères qui utilisent ces corridors boisés comme zones de chasse et de déplacements. Les arbres têtards constituent de plus l'habitat privilégié de certains oiseaux.

L'action se propose de mettre en œuvre des opérations de **réhabilitation ou/et de plantation** en faveur des espèces d'intérêt communautaire que ces éléments accueillent. Dans le cadre d'un schéma de gestion sur cinq ans, cette action peut être mise en œuvre la première année afin de reconstituer la haie suivie de l'action N06R pour assurer son entretien.

## Actions complémentaires

Cette action est complémentaire de l'action N06R relative à l'entretien de ces éléments. Dans le cadre d'un schéma de gestion l'action N06P peut être mise en œuvre la première année afin de reconstituer la haie (ou les autres types d'éléments) suivie de l'action N06R les années suivantes pour assurer son entretien.

## Conditions particulières d'éligibilité

L'action doit porter sur des éléments de paysage existants (haie, groupe d'arbre, bosquet...)

## Éléments à préciser dans le Docob

Le DOCOB pourra préciser le pourcentage minimum de linéaire en haie haute et les essences utilisées pour une plantation

**Engagements rémunérés**

- Taille de la haie
- Elagage, recépage, éêtage des arbres sains, débroussaillage
- Reconstitution et remplacement des arbres manquants (plantation, dégagements, protections individuelles contre les rongeurs et les cervidés)
- Création des arbres têtards
- Exportation des rémanents et des déchets de coupe
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

**Engagements non rémunérés**

- Intervention hors période de nidification
- Interdiction du paillage plastique : plantation sous paillis végétal ou biodégradable
- Utilisation de matériel faisant des coupes nettes
- Pas de fertilisation
- Utilisation d'essences indigènes
- Interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles)
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

**Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des haies, vergers, bosquets ou arbres
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# **N06R – CHANTIER D'ENTRETIEN DE HAIES, D'ALIGNEMENTS DE HAIES, D'ALIGNEMENT D'ARBRES, D'ARBRES ISOLES, DE VERGERS OU DE BOSQUETS**

## **Objectifs de l'action**

L'action se propose de mettre en œuvre des **opérations d'entretien** en faveur des espèces d'intérêt communautaire que ces éléments accueillent.

## **Actions complémentaires**

Cette action est complémentaire de l'action N06P relative à la réhabilitation et/ou la plantation.

## **Éléments à préciser dans le Docob\_**

Le DOCOB pourra préciser pourcentage minimum de linéaire en haie haute

## **Engagements rémunérés**

- Taille de la haie ou des autres éléments
- Élagage, recépage, étêtage des arbres sains, débroussaillage
- Entretien des arbres têtards
- Exportation des rémanents et des déchets de coupe
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## **Engagements non rémunérés**

- Intervention hors période de nidification
- Utilisation de matériel faisant des coupes nettes
- Pas de fertilisation
- Interdiction de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles)
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des haies, vergers, bosquets ou arbres
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf en cas de recours aux barèmes)

# N07P - DECAPAGE ET ETREPAGE SUR DE PETITES PLACETTES EN MILIEUX HUMIDES

## Objectifs de l'action

Cette action de rétablissement comprend l'élimination d'individus ligneux et les opérations d'étrépage. L'étrépage consiste à retirer une couche superficielle de sol tourbeux ou très humifère d'une épaisseur variable dans un milieu en voie d'eutrophisation ou d'évolution naturelle. Ce retrait de la couche la plus riche en nutriments permet d'atteindre des niveaux pédologiques nutritivement plus pauvres, restaurant ainsi le caractère oligotrophe des sols, où peuvent s'exprimer une multitude de plantes pionnières issues des banques de graines présentes dans la tourbe. Dans les zones tourbeuses, l'élimination de quelques individus ligneux permet aussi le relèvement du niveau de la nappe et la conservation de certaines espèces hygrophiles et de la strate muscinale.

## Actions complémentaires

- Chantiers d'entretien par un gyrobroyage ou un débroussaillage léger (N05R),
- Restauration ou gestion des ouvrages de petite hydraulique (N14P et R)
- Restauration et aménagement des annexes hydraulique (N15P)
- Aménagements artificiels en faveurs d'espèces justifiant la désignation d'un site (N23P)

## Engagements rémunérés

- Tronçonnage et bûcheronnage légers
- Dessouchage
- Rabotage des souches
- Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits
- Frais de mise en décharge
- Décapage ou étrépage manuel ou mécanique
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux (hors nidification et mise-bas)
- Interdiction de retournement du sol, de mise en culture, de semer ou de planter des végétaux, de drainer, de remblayer, de fertiliser ou d'amender
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# **N08P - GRIFFAGE DE SURFACE OU DECAPAGE LEGER POUR LE MAINTIEN DE COMMUNAUTES PIONNIERES EN MILIEU SEC**

## **Objectifs de l'action**

Cette action est proche de l'action N07P mais s'applique sur les milieux secs. Un griffage de surface ou un décapage léger peuvent être utiles pour quelques milieux pionniers comme certaines pelouses ou certains milieux rocheux : ainsi le retrait de la couche la plus riche permet aux plantes pionnières issues des banques de graines de se développer.

## **Actions complémentaires**

- Chantiers d'entretien par un gyrobroyage ou un débroussaillage léger (N05R),
- Restauration des ouvrages de petite hydraulique (N14P)
- Gestion des ouvrages de petite hydraulique (N14R)
- Travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagements des accès (N24P)

## **Engagements rémunérés**

- Tronçonnage et bûcheronnage légers
- Dessouchage
- Rabotage des souches
- Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol, exportation des produits
- Frais de mise en décharge
- Griffage, décapage ou étrépage manuel ou mécanique
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## **Engagements non rémunérés**

- Période d'autorisation des travaux (hors nidification et mise-bas)
- Interdiction de retournement du sol, de mise en culture, de semer ou de planter des végétaux, de drainer, de remblayer, de fertiliser ou d'amender
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N09Pi - CREATION OU RETABLISSEMENT DE MARES OU D'ETANGS

## Objectifs de l'action :

L'action concerne le rétablissement ou la création de mares ou d'étangs au profit des espèces ou habitats ayant justifié la désignation d'un site, ainsi que les travaux permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique. Par fonctionnalité écologique on entend la fonctionnalité écosystémique d'une mare (ou étang) en elle-même, ou son insertion dans un réseau de mares (ou d'étangs) cohérent pour une population d'espèce.

Cette action permet de maintenir ou de développer un maillage de mares (ou d'étangs) compatible avec des échanges intra-populationnels (quelques centaines de mètres entre deux mares (ou étangs) proches) des espèces dépendantes de mares ou d'autres milieux équivalents.

Pour ce qui est des étangs, seuls sont concernés les travaux permettant le rétablissement de leur fonctionnalité écologique au bénéfice des espèces et habitats ayant justifié la désignation d'un site.

## Articulation des actions

Pour les mares ou étangs infraforestiers, il convient de mobiliser l'action F02.

## Conditions particulières d'éligibilité

- L'action vise la création ou le rétablissement de mare ou d'étang ou les travaux ponctuels sur une mare ou un étang. Il est cependant rappelé que d'une manière générale la création pure d'habitats n'est pas une priorité.
- Lors de la définition des travaux, le bénéficiaire veillera à l'atteinte des objectifs locaux de rétablissement du bon état écologique des eaux dans le respect des documents de planification de la politique de l'eau. A ce titre, la mare ou l'étang ne doit pas être en communication avec un ruisseau, et la mare doit être d'une taille inférieure à 1000 m².
- La présence d'eau permanente peut être exigée dans le cahier des charges en fonction des conditions géologiques et climatiques locales, des espèces ou habitats considérés et des modalités de contrôle prévues.

## Éléments à préciser dans le Docob

La taille minimale d'une mare ou d'un étang peut utilement être définie dans le DOCOB.

## Engagements rémunérés

- Profilage des berges en pente douce
- Désenvasement, curage et gestion des produits de curage
- Colmatage
- Débroussaillage et dégagement des abords
- Faucardage de la végétation aquatique
- Végétalisation (avec espèces indigènes)
- Entretien nécessaire au bon fonctionnement de la mare ou de l'étang
- Enlèvement manuel des végétaux ligneux
- Dévitalisation par annellation
- Exportation des végétaux
- Études et frais d'expert

Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur



**Engagements non rémunérés**

- Période d'autorisation des travaux (hors période de reproduction des batraciens)
- Ne pas entreposer de sel à proximité de la mare ou de l'étang
- Interdiction d'utilisation de procédés chimiques en cas de lutte contre les nuisibles
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

**Points de contrôle minima associés :**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges avec l'état de la mare ou de l'étang
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf en cas de recours aux barèmes)

# N09R - ENTRETIEN DE MARES OU D'ÉTANGS

## Objectifs de l'action

L'action concerne l'entretien de mares ou d'étangs permettant le maintien de leur fonctionnalité écologique. Par fonctionnalité écologique on entend la fonctionnalité écosystémique d'une mare (ou d'un étang) en elle-même, ou son insertion dans un réseau de mares (ou d'étangs) cohérent pour une population d'espèce.

## Articulation de l'action avec les actions forestières

Pour les mares et étangs infraforestiers, il convient de mobiliser l'action F02 (création ou rétablissement de mares forestières).

## Actions complémentaires

- Création ou rétablissement de mares ou d'étangs (N09P)
- Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles (N10R)
- Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site (N23P)

## Conditions particulières d'éligibilité

Lors de la définition des travaux, le bénéficiaire veillera à l'atteinte des objectifs locaux de rétablissement du bon état écologique des eaux dans le respect des documents de planification de la politique d'eau. A ce titre, la mare ne doit pas être en communication avec un ruisseau, et elle doit être d'une taille inférieure à 1000 m<sup>2</sup>. La présence d'eau permanente peut être exigée dans le cahier des charges en fonction des conditions géologiques et climatiques locales, des espèces ou habitats considérés et des modalités de contrôle prévues

## Éléments à préciser dans le Docob

La taille minimale des mares ou des étangs peut être utilement définie dans le DOCOB.

## Engagements rémunérés

- Débroussaillage d'entretien et dégagement des abords
- Faucardage de la végétation aquatique
- Entretien nécessaire au bon fonctionnement de la mare ou de l'étang
- Exportation des végétaux
- Enlèvement des macro-déchets
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux (hors période de reproduction des batraciens)
- Ne pas entreposer de sel à proximité de la mare ou de l'étang
- Interdiction d'utilisation de procédés chimiques en cas de lutte contre les nuisibles
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges avec l'état de la mare ou de l'étang
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente (sauf en cas de recours aux barèmes)

# N10R - CHANTIER D'ENTRETIEN MECANIQUE ET DE FAUCARDAGE DES FORMATIONS VEGETALES HYGROPHILES

## Objectifs de l'action

Le faucardage consiste à couper les grands hélophytes à niveau de l'eau depuis le bord ou d'une barge. L'action vise essentiellement l'entretien des marais inondés voire des rivières en complément de l'action concernant l'entretien des ripisylves et des berges. Cette action est équivalente à celle concernant les chantiers d'entretien par une fauche ou un broyage. Cependant les caractéristiques aquatiques du milieu nécessitent l'utilisation d'un matériel adapté et de précautions supplémentaires (intensité des interventions).

## Actions complémentaires

- Restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (N11P et R)
- Curage locaux et entretien des canaux et fossés dans les zones humides (N12P et R)
- Restauration des ouvrages de petite hydraulique (N14P)
- Restauration et aménagement des annexes hydrauliques (N15P)

## Engagements rémunérés

- Faucardage manuel ou mécanique
- Coupe des roseaux
- Évacuation des matériaux
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux (en dehors période nidification des oiseaux)
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces travaillées
- Vérification de la cohérence des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N11Pi - RESTAURATION DE RIPISYLVES, DE LA VEGETATION DES BERGES ET ENLEVEMENT RAISONNE DES EMBACLES

## Objectifs de l'action

L'action vise la restauration des ripisylves et de la végétation des berges des cours d'eau mais aussi celles des lacs et étangs, avec en complément l'enlèvement raisonné des embâcles.

Au titre de Natura 2000, la gestion de la végétation des berges est utile à divers titres :

- L'éclairement d'un cours d'eau est un paramètre important pour la qualité des habitats piscicoles en particulier pour le saumon ;
- La ripisylve constitue un milieu de prédilection pour certains mammifères comme le Vison d'Europe, le Castor ou la Loutre ;
- Les digues et levées bordant les milieux aquatiques constituent souvent des sites de nidification et des zones refuges pour plusieurs espèces d'oiseaux ;
- La ripisylve comprend des habitats associés comme la mégaphorbiaie visée par la directive habitat ;
- La ripisylve, les digues et les levées constituent un corridor écologique, élément visé par la directive habitat.

## Actions complémentaires

- Chantier d'entretien mécanique et de fauchage des formations végétales hygrophiles (N10R)
- Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (N11R)
- Curage locaux et entretien des canaux et fossés dans les zones humides (N12P et R),
- Travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagements des accès (N24P)

## Articulation des actions

En milieux forestiers, il convient de mobiliser la mesure F06 (chantiers d'entretien et de restauration des ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles).

## Conditions particulières d'éligibilité

- Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développés à cette fin dans les programmes d'interventions des agences de l'eau et des collectivités territoriales.
- Dans le cas de travaux annexes de restauration du fonctionnement hydraulique, les opérations sont éligibles tant que les coûts correspondants ne dépassent pas 1/3 du devis global.
- La régénération spontanée de la ripisylve doit être privilégiée. Si leur nécessité est dûment justifiée, des actions de replantation pourront être menées après accord du service instructeur
  - Pour ces **plantations**, la liste des essences arborées acceptées (notamment les essences possibles en situation monospécifique comme l'aulne, par exemple), ainsi que les modalités de plantation (apports ponctuels ou en plein), les densités initiales et finales sont **fixées dans le DOCOB**.

## **Éléments à préciser dans le Docob**

Essences à utiliser dans le cas d'une reconstitution des peuplements

### **Engagements rémunérés**

#### Ouverture à proximité du cours d'eau :

- Coupe de bois
- Dessouchage
- Dévitalisation par annellation
- Débroussaillage, fauche gyrobroyage avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol

#### Précautions particulières liées au milieu lorsqu'elles sont nécessaires :

- Brûlage (dans la mesure où les rémanents sont trop volumineux pour leur maintien et leur dispersion au sol et où le brûlage s'effectue sur les places spécialement aménagées. Toute utilisation d'huiles ou de pneus pour les mises à feu est proscrite.)
- Enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage. Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat.

#### Reconstitution du peuplement de bord de cours d'eau :

- Plantation, bouturage
- Dégagements
- Protections individuelles
- Enlèvement manuel ou mécanique des embâcles et exportation des produits
- Travaux annexes de restauration du fonctionnement hydraulique (ex : comblement de drain, ...),
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

### **Engagements non rémunérés**

- Période d'autorisation des travaux
- Interdiction de paillage plastique
- Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches
- Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles)
- Le bénéficiaire prend l'engagement de préserver les arbustes du sous-bois et de ne pas couper les lianes (hormis celles qui grimpent sur de jeunes plants sélectionnés pour l'avenir).
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

### **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés en régie)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification de la cohérence des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N11R - ENTRETIEN DE RIPISYLVES, DE LA VEGETATION DES BERGES ET ENLEVEMENT RAISONNE DES EMBACLES

## Objectifs de l'action

L'action vise l'entretien des ripisylves et de la végétation des berges des cours d'eau mais aussi celles des lacs et étangs, avec en complément l'enlèvement raisonné des embâcles lorsque plusieurs campagnes d'interventions au cours du contrat sont nécessaires.

## Actions complémentaires

- Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles (N10R)
- Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (N11R)
- Curage locaux et entretien des canaux et fossés dans les zones humides (N12P et R),
- Travaux de mise en défens et de fermeture ou d'aménagements des accès (N24P)
- Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site (N23P)

## Articulation des actions

En milieux forestiers, il convient de mobiliser la mesure F06 (chantiers d'entretien et de restauration des ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles).

## Conditions particulières d'éligibilité

Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développés à cette fin dans les programmes d'interventions des agences de l'eau et des collectivités territoriales.

## Engagements rémunérés

- Taille des arbres constituant la ripisylve,
- Débroussaillage, fauche, gyrobroyage et faucardage d'entretien avec exportation des produits de la coupe
- Broyage au sol et nettoyage du sol

### Précautions particulières liées au milieu lorsqu'elles sont nécessaires :

- Brûlage (le brûlage des rémanents n'est autorisé que dans la mesure où ils sont trop volumineux pour leur maintien et leur dispersion au sol et où il s'effectue sur les places spécialement aménagées. Toute utilisation d'huiles ou de pneus pour les mises à feu est absolument à proscrire.)
- Enlèvement et le transfert des produits de coupe vers un lieu de stockage. Le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les habitats et espèces visées par le contrat
- Enlèvement manuel ou mécanique des embâcles et exportation des produits
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

**Engagements non rémunérés**

- Période d'autorisation des travaux
- Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches
- Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles (cas des chenilles)
- Le bénéficiaire prend l'engagement de préserver les arbustes du sous-bois et de ne pas couper les lianes (hormis celles qui grimpent sur de jeunes plants sélectionnés pour l'avenir).
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

**Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés en régie)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des surfaces
- Vérification de la cohérence des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N12Pi ET Ri - CURAGE LOCAUX ET ENTRETIEN DES CANAUX ET FOSSES DANS LES ZONES HUMIDES

## Objectifs de l'action :

Les fossés et les rus constituent des habitats pour certaines espèces, hébergent des habitats d'intérêt communautaire ou jouent un rôle dans le fonctionnement hydraulique des zones humides. L'action vise le curage des canaux et fossés que l'on trouve dans les zones humides, voire des anciennes fosses d'extraction de tourbes par exemple. L'entretien de ces éléments pourra être mené au travers des autres actions Natura 2000.

## Actions complémentaires :

- Chantier lourd de restauration de milieux ouverts ou humides par débroussaillage (N01P)
- Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts (N04R)
- Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger (N05R),
- Chantier d'entretien mécanique et de fauchage des formations végétales hygrophiles (N10R)
- Restauration ou entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (N11P et R)

## Engagements rémunérés

- Curage manuel ou mécanique
- Évacuation ou régalaie des matériaux
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux
- Le curage doit viser le maintien de berges avec une pente de moins de 60 %
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés :

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état des canaux ou fossés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente



# N13Pi - CHANTIER OU AMENAGEMENTS DE LUTTE CONTRE L'ENVASEMENT DES ETANGS, LACS ET PLANS D'EAU

## Objectifs de l'action

L'envasement des étangs, lacs et plans d'eau peut conduire à la perte de leur intérêt écologique. Les opérations éligibles dans le cadre de cette action doivent permettre de lutter contre cet envasement et de préserver des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

## Actions complémentaires\_

Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles (N10R)

## Engagements rémunérés

- Utilisation de dragueuse suceuse
- Décapage du substrat
- Évacuation des boues
- Pose de moine et/ou de système de rétention des sédiments sur des plans d'eau artificiels existants
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux
- Pas de traitement herbicide dans et sur les bordures des étangs, lacs et plans d'eau
- Pas de fertilisation chimique de l'étang
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec l'état de l'étang, du lac ou du plan d'eau
- Vérification de la cohérence des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N14Pi – RESTAURATION DES OUVRAGES DE PETITE HYDRAULIQUE

## **Objectif de l'action**

Le maintien ou le rétablissement d'un bon état de conservation de certaines espèces et certains habitats est lié au maintien des conditions hydrologiques et hydrauliques locales. Cela peut nécessiter la restauration ouvrages de petit hydraulique. Cette action vise des investissements pour la création, la restauration ou la modification de fossés, d'ouvrages de contrôle des niveaux d'eaux, de seuils et l'enlèvement de drains. La gestion de ces ouvrages est prévue dans le cadre de l'action N14R.

## **Conditions particulières d'éligibilité**

Lors de la définition des travaux, le bénéficiaire veillera à l'atteinte des objectifs locaux de rétablissement du bon état écologique des eaux dans le respect des documents de planification de la politique de l'eau.

Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développés à cette fin par les agences de l'eau et les collectivités territoriales.

## **Engagements rémunérés**

- Fournitures, construction, installation d'ouvrages de petite hydraulique rurale
- Equipement pour l'alimentation en eau de type éolienne
- Terrassements pour caler la topographie et implanter l'ouvrage
- Opération de bouchage de drains
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## **Engagements non rémunérés**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## **Points de contrôle minima associés :**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N14R - GESTION DES OUVRAGES DE PETITE HYDRAULIQUE

## Objectif de l'action

Le maintien ou le rétablissement d'un bon état de conservation de certaines espèces et certains habitats est lié au maintien des conditions hydrologiques et hydrauliques locales. Cela peut nécessiter des prestations ponctuelles pour manipuler des vannes, batardeaux, clapets, buses et seuils pour des opérations de nettoyage de sources par exemple ou encore l'entretien de micro-éoliennes.

L'action finance une quantité de temps définie à passer sur des sites pour surveiller le niveau d'eau et gérer les ouvrages hydrauliques en fonction des cotes retenues.

## Actions complémentaires

Restauration des ouvrages de petite hydraulique (N14P)

## Conditions particulières d'éligibilité

- Lors de la définition des travaux, le bénéficiaire veillera à l'atteinte des objectifs locaux de rétablissement du bon état écologique des eaux dans le respect des documents de planification de la politique de l'eau.
- Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développés à cette fin par les agences de l'eau et les collectivités territoriales. Dans les contextes agricoles, le fonctionnement des syndicats de marais ou des associations syndicales autorisées ne pourra pas être financé par cette action.

## Engagements rémunérés

- Temps de travail pour la manipulation et surveillance des ouvrages de petite hydraulique rurale
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N15Pi - RESTAURATION ET AMENAGEMENT DES ANNEXES HYDRAULIQUES

## Objectifs de l'action

Cette action concerne les bras morts et bras annexes (secondaires) des cours d'eau qui hébergent des habitats ou des espèces justifiant la désignation d'un site. Ces annexes peuvent être complètement isolées du chenal actif pendant l'étiage et ne plus être alimentées que par les relations avec les nappes. Elles peuvent aussi garder un lien avec le lit principal.

L'action concerne donc des investissements pour la réhabilitation ou la reconnexion des annexes hydrauliques dans le but d'améliorer le statut de conservation des espèces des directives communautaires ou la représentativité et la naturalité des habitats, y compris des investissements légers dans le domaine hydraulique.

## Conditions particulières d'éligibilité

- Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développés à cette fin dans les programmes d'interventions des agences de l'eau et des collectivités territoriales.
- Le coût des travaux de restauration du fonctionnement hydraulique doit représenter au maximum 1/3 du devis de l'opération.

## Engagements rémunérés

- Travaux de restauration du fonctionnement hydrique (ex : enlèvement de digues, reconnexion, ...) sous réserve de compatibilité avec la police de l'eau
- Création d'aménagement pour le soutien du niveau de la nappe, barrage-seuil, création de passages busés sous chaussée pour l'alimentation...
- Désenvasement, curage à vieux fond, vieux bords et gestion des produits de curage
- Modelage des berges en pente douce sur une partie du pourtour
- Enlèvement raisonné des embâcles
- Ouverture des milieux
- Faucardage de la végétation aquatique
- Végétalisation
- Enlèvement manuel des végétaux ligneux et exportation
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements et travaux réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N16Pi - CHANTIER DE RESTAURATION DE LA DIVERSITE PHYSIQUE D'UN COURS D'EAU ET DE SA DYNAMIQUE EROSIVE

## **Objectifs de l'action :**

Cette action favorise la diversité des écoulements, de la nature des fonds et des hauteurs d'eau et privilégie la conservation d'un lit dynamique et varié plutôt qu'un cours d'eau homogène et lent. Des opérations plus lourdes de reméandrement, au besoin à partir d'annexes fluviales, peuvent être envisagées. Cette action comprendra donc certains éléments liés à la gestion intégrée de l'érosion fluviale : démantèlement d'enrochements ou d'endiguements ou encore le déversement de graviers en lit mineur pour favoriser la dynamique fluviale.

## **Conditions particulières d'éligibilité :**

Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des bassins versants et de recourir aux financements développés à cette fin par les programmes d'intervention des agences de l'eau et des collectivités territoriales.

## **Engagements rémunérés**

- Elargissements, rétrécissements, déviation du lit
- Apport de matériaux, pose d'épis, enlèvement ou maintien d'embâcles ou de blocs
- Démantèlement d'enrochements ou d'endiguements
- Déversement de graviers
- Protection végétalisée des berges (cf. N11P pour la végétalisation)
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## **Engagements non rémunérés**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N17Pi - EFFACEMENT OU AMENAGEMENT DES OBSTACLES A LA MIGRATION DES POISSONS

## Objectifs de l'action

Cette action vise à conserver la continuité des habitats d'espèces et les possibilités de migration en favorisant la connectivité, longitudinale mais aussi latérale, des habitats. Elle concerne principalement les poissons migrateurs. Seules les opérations allant au-delà des exigences réglementaires pourront être financées (cf. paragraphe ci-dessous).

## Conditions particulières d'éligibilité

- Opération non éligible pour les ouvrages soumis à l'application de l'article L 432-6 du code de l'environnement

Le Code de l'Environnement (art L432-6) prévoit en effet que « Dans les cours d'eau ou parties de cours d'eau et canaux dont la liste est fixée par décret, tout ouvrage doit comporter des dispositifs assurant la circulation des poissons migrateurs. L'exploitant de l'ouvrage est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien de ces dispositifs. Les ouvrages existants doivent être mis en conformité, sans indemnité, avec les dispositions du présent article dans un délai de cinq ans à compter de la publication d'une liste d'espèces migratrices par bassin ou sous-bassin fixée par le ministre chargé de la pêche en eau douce et, le cas échéant, par le ministre chargé de la mer. »

- Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des cours d'eau et de recourir aux financements développés à cette fin dans les programmes d'intervention des agences de l'eau et des collectivités territoriales.

## Engagements rémunérés

- Effacement des ouvrages
- Ouverture des ouvrages si l'effacement est impossible par exemple par démontage des vannes et des portiques ou création d'échancrures dans le mur du seuil/barrage
- Installation de passes à poissons
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N18Pi - DEVEGETALISATION ET SCARIFICATION DES BANCS ALLUVIONNAIRES

## Objectifs de l'action

La présence d'alluvions non végétalisées est nécessaire au développement des milieux alluviaux et aux espèces végétales et animales qui y sont inféodés. Ces conditions écologiques se retrouvent sur les bancs alluvionnaires modelés par les rivières. Cependant, l'aménagement hydraulique et la colonisation parfois rapide par les ligneux comme les saules ou le peuplier noir entraîne la fixation définitive des bancs avec comme conséquence une réduction du débit solide pouvant entraîner l'enfoncement du lit (incision) et la réduction du lit mineur à de petits chenaux actifs voire à un chenal unique.

De plus, pour des raisons de sécurité en cas de crue, ou parfois pour limiter le risque d'érosion des berges, il est jugé préférable de ne pas laisser s'installer une végétation pérenne. L'entretien des bancs de graviers et atterrissements est considéré comme une action préventive qui permet de ne pas avoir besoin de chantiers plus lourds (tant sur le plan financier qu'en terme d'impact écologique). Enfin la possibilité pour la rivière de mobiliser des matériaux lui confère un fonctionnement à caractère plus naturel (maintien de la dynamique alluviale) qui peut être un des critères visés pour ces habitats.

L'action consiste à lutter contre la végétalisation de ces milieux alluviaux par différentes techniques.

## Conditions particulières d'éligibilité

Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des bassins versants et de recourir aux financements développés à cette fin dans les programmes des agences de l'eau et des collectivités territoriales.

### Engagements rémunérés

- Dévégétalisation : bûcheronnage, coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux, dévitalisation par annellation, dessouchage
- Enlèvement des grumes (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Scarification
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

### Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux (hors période de nidification)
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

### Points de contrôle minima associés :

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les surfaces travaillées
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N19Pi - RESTAURATION DE FRAYERES

## **Objectifs de l'action**

Les frayères des cours d'eau rapides sur graviers sont parfois dégradées ou absentes et méritent d'être restaurées et entretenues. Le colmatage du substrat est préjudiciable, les éléments fins réduisant la percolation et donc l'apport d'oxygène aux œufs ou aux jeunes alevins.

## **Conditions particulières d'éligibilité**

Il convient de privilégier des interventions collectives à l'échelle des bassins versants et de recourir aux financements développés à cette fin dans les programmes d'intervention des agences de l'eau et des collectivités territoriales.

## **Engagements rémunérés**

- Restauration de zones de frayères
- Curages locaux
- Achat et régalage de matériaux
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## **Engagements non rémunérés**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente



# N20P ET R - CHANTIER D'ÉLIMINATION OU DE LIMITATION D'UNE ESPÈCE INDESIRABLE

## Objectifs de l'action

L'action concerne les chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce animale ou végétale indésirable : **espèce envahissante (autochtone ou exogène) qui impacte ou dégrade fortement l'état, le fonctionnement, la dynamique de l'habitat ou de l'espèce dont l'état de conservation justifie cette action.** Une espèce indésirable est définie de façon locale par rapport à un habitat ou une espèce donnée.

## Conditions particulières d'éligibilité

Cette action peut être utilisée si l'état d'un ou plusieurs habitats et espèces d'intérêt communautaire est menacé ou dégradé par la présence d'une espèce indésirable et si la station d'espèce indésirable est de faible dimension. Dans toute autre situation, elle peut être envisagée dans le cadre d'un programme de lutte formalisé.

On parle :

- d'élimination : si l'action vise à supprimer tous les spécimens de la zone considérée. On conduit un chantier d'élimination, si l'intervention est ponctuelle. L'élimination est soit d'emblée complète soit progressive.
- de limitation : si l'action vise simplement à réduire la présence de l'espèce indésirable en deçà d'un seuil acceptable. On conduit un chantier de limitation si l'intervention y est également ponctuelle mais répétitive car il y a une dynamique de recolonisation permanente.

Dans tous les cas, les techniques de lutte retenues devront, être en conformité avec les réglementations en vigueur et avoir démontré leur efficacité et leur innocuité par rapport au milieu et aux autres espèces.

Cette action est **inéligible** au contrat Natura 2000 si elle vise à financer :

- l'application de la réglementation notamment au titre du code de l'environnement (ex. pour les espèces animales : réglementation sur la chasse ou les animaux classés nuisibles) et du code rural. **Le contrat Natura 2000 n'a pas pour but de financer l'application de la réglementation,**
- les dégâts d'espèces prédatrices (grands carnivores, Grand cormoran...),
- l'élimination ou la limitation d'une espèce dont la station est présente sur la majeure partie du site et/ou en dehors du site.

## Articulation des actions

En milieux forestiers, il convient de mobiliser la mesure F11.

## Éléments à préciser dans le DOCOB

- Le DOCOB pourra préciser la taille d'intervention critique pour que l'action puisse être contractualisable.
- Modalités de suivi de l'efficacité

### **Engagements rémunérés**

Communs aux espèces animales ou végétales indésirables :

- Études et frais d'expert

Spécifiques aux espèces animales :

- Acquisition de cages pièges
- Suivi et collecte des pièges

Spécifiques aux espèces végétales :

- Broyage mécanique des régénérations et taillis de faible diamètre
- Arrachage manuel (cas de densités faibles à moyennes)
- Coupe manuelle des arbustes ou arbres de petit à moyen diamètre
- Coupe des grands arbres et des semenciers
- Enlèvement et transfert des produits de coupe (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat)
- Dévitalisation par annellation
- Traitement chimique des semis, des rejets, ou des souches uniquement pour les espèces à forte capacité de rejet
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur et de la DREAL

### **Engagements non rémunérés**

Communs aux espèces animales ou végétales indésirables :

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)

Spécifiques aux espèces animales :

- Lutte chimique interdite

Spécifiques aux espèces végétales :

Le bénéficiaire s'engage à **ne pas réaliser d'opérations propres à stimuler le développement des végétaux indésirables** (exemple : lutte contre le robinier, puis ouverture brutale stimulant le drageonnage).

Dans la mesure du possible, les traitements chimiques doivent présenter un caractère exceptionnel et porter sur des surfaces aussi restreintes que possible

### **Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire),
- Etat initial et post-travaux des surfaces (photographies, orthophotos, ...),
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les travaux réalisés,
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N23Pi - AMENAGEMENTS ARTIFICIELS EN FAVEUR DES ESPECES JUSTIFIANT LA DESIGNATION D'UN SITE

## Objectifs de l'action

Cette action regroupe toutes les catégories d'actions en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site qui nécessitent d'acheter, de fabriquer et/ou de disposer d'objets ou d'aménagements particuliers ou encore de réaliser des prestations techniques particulières qui facilitent l'une ou l'autre des étapes du cycle de vie des espèces considérées. Il peut s'agir d'ébauches de nids ou de nichoirs (radeaux à Sterne...), de sites de nourrissage, d'éléments d'amélioration ou de protection des gîtes de chauves-souris, de réhabilitation de murets, etc. Cette action ne finance pas les actions d'entretien (par exemple alimentation d'une placette de nourrissage).

Les actions visant l'aménagement des rivières pour les poissons ou l'aménagement des chemins et voies routières, couvertes par ailleurs, ne sont pas concernées ici.

## Engagements rémunérés

- Réhabilitation et entretien de muret
- Aménagements spécifiques pour les chauves-souris en milieu naturel ou anthropique (pose de grille, aménagement de combles...)
- Autres aménagements (placettes de nourrissage, nichoirs, ...)
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par un bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification de la cohérence des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N24Pi - TRAVAUX DE MISE EN DEFENS ET DE FERMETURE OU D'AMENAGEMENTS DES ACCES

## Objectifs de l'action

L'action concerne la mise en défens permanente ou temporaire d'habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile ou d'espèces d'intérêt communautaire sensibles à l'abrutissement, au piétinement ou au dérangement. Elle vise la maîtrise de la fréquentation par les usagers de la nature ou de la pression des ongulés. Cette action n'est à mobiliser que dans des situations réellement préoccupantes.

L'aménagement d'accès existants pour canaliser la fréquentation peut être envisagé à partir du moment où il ne s'agit pas simplement d'un moyen pour ouvrir un secteur au public.

## Action complémentaire

Cette action est complémentaire de l'action N25P sur les dessertes (détournement des sentiers, renforcement des barrières, mise en place d'obstacles appropriés) et de l'action N26P (pose de panneaux d'interdiction de passage).

## Articulation des actions

En milieux forestiers, il convient de mobiliser l'action F10

## Conditions particulières d'éligibilité

L'aménagement des accès n'est pas éligible dans le but d'ouvrir un site au public

## Engagements rémunérés

- Fourniture de poteaux, grillage, clôture ou autre dispositif empêchant physiquement l'accès ;
- Pose, dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu ;
- Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose de clôtures ;
- Création de fossés ou de talus interdisant l'accès (notamment motorisé) ;
- Création de linéaires de végétation écran par plantation d'essences autochtones
- Entretien des équipements
- Études et frais d'expert (ex : réalisation d'un plan d'intervention)
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Période d'autorisation des travaux
- Si utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# **N25Pi - PRISE EN CHARGE DE CERTAINS COUTS VISANT A REDUIRE L'IMPACT DES ROUTES, CHEMINS, DESSERTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES LINEAIRES**

## **Objectifs de l'action**

Cette action concerne la prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes.

Ces actions sont liées à la maîtrise de la fréquentation (motorisée, piétonne, équestre, etc.) dans les zones hébergeant des espèces d'intérêt communautaire sensibles au dérangement, notamment en période de reproduction. C'est particulièrement vrai pour certaines espèces à grand territoire pour lesquelles une mise en défens par clôture (N24P) ne serait pas adaptée. La mise en place d'ouvrages de franchissement temporaires ou permanents peut également être pris en charge dans le cadre de cette action, ainsi que l'aménagement de passages inférieurs ou de passages spécifiques pour limiter l'impact des routes sur le déplacement de nombreux amphibiens, reptiles et mammifères.

Cette action ne prend en charge que les éventuelles modifications d'un tracé préexistant et non la création de piste ou de route en tant que telle. Elle ne peut donc pas financer un aménagement nécessaire à la prise en compte des habitats et des espèces dans le cadre d'un projet soumis au décret 2010-365 du 9 avril 2010 (évaluation des incidences).

## **Articulation des actions**

En milieux forestiers, il convient de mobiliser la mesure F09.

## **Conditions particulières d'éligibilité**

L'action n'est pas éligible pour les nouveaux projets d'infrastructures soumis à l'évaluation des incidences

## **Engagements rémunérés**

- Allongement de parcours normaux de voirie existante
- Mise en place d'obstacles appropriés pour limiter la fréquentation (pose de barrière, de grumes, ...)
- Mise en place de dispositif antiérosifs
- Changement de substrat
- Mise en place d'ouvrages temporaires de franchissement (gué de rondins, busage temporaire, poutrelles démontables, ...) ou permanents
- Mise en place d'ouvrages de franchissement permanents en accompagnement du détournement d'un parcours existant ; Mise en place de dispositifs destinés à empêcher l'accès sur la chaussée
- Mise en place de passerelles et aménagement de passage à gué sur des petits cours d'eau
- Mise en place de dispositifs d'effarouchement ou de protection sur les lignes électriques
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## **Engagements non rémunérés**

- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

**Points de contrôle minima associés**

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

# N26Pi - AMENAGEMENTS VISANT A INFORMER LES USAGERS POUR LIMITER LEUR IMPACT

## Objectifs de l'action

L'action vise à inciter les usagers à limiter l'impact de leurs activités sur des habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaire sensibles.

Elle consiste à mettre en place de panneaux d'interdiction de passage ou de recommandations (pour ne pas déranger une espèce, par exemple).

Les panneaux doivent être positionnés dans le périmètre du site Natura 2000, à des endroits stratégiques pour les usagers (entrée de piste ou de chemin, parking...), et être **cohérents** avec d'éventuels plans de communication ou schémas de circulation mis en place par ailleurs et englobant les parcelles concernées.

## Articulation des actions

En milieux forestiers, il convient de mobiliser l'action F14.

## Conditions particulières d'éligibilité

- L'action doit être géographiquement liée à la présence d'un habitat ou d'une espèce identifiée dans le DOCOB, et vise l'accompagnement d'actions réalisées dans le cadre d'un contrat Natura 2000 (réalisées de manière rémunérées ou non).
- L'action ne se substitue pas à la communication globale liée à la politique Natura 2000. Les panneaux finançables sont ceux destinés aux utilisateurs qui risquent, par leur activité, d'aller à l'encontre de la gestion souhaitée.
- L'animation proprement dite ne relève pas du champ du contrat,
- L'utilisation du bois sera privilégiée dans la composition des panneaux ; pour d'autres matériaux, une justification de l'éco-conception sera demandée.

## Engagements rémunérés

- Conception des panneaux
- Fabrication
- Pose et dépose saisonnière ou au terme du contrat s'il y a lieu
- Rebouchage des trous laissés par les poteaux lors de la dépose
- Entretien des équipements d'information
- Études et frais d'expert
- Toute autre opération concourant à l'atteinte des objectifs de l'action est éligible sur avis du service instructeur

## Engagements non rémunérés

- Si utilisation de poteaux creux, ceux-ci doivent être obturés en haut
- Respect de la charte graphique ou des normes existantes
- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire)

## Points de contrôle minima associés

- Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire)
- Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés
- Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente

## N27Pi - OPERATIONS INNOVANTES AU PROFIT D'ESPECES OU D'HABITATS

Cette action concerne les opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats justifiant la désignation d'un site, prescrites et réalisées sous contrôle de la Région Bourgogne Franche-Comté.

Il s'agit d'opérations dont les techniques elles-mêmes sont innovantes ou plus simplement d'opérations inhabituelles ne relevant d'aucune des actions listées dans le présent arrêté. On citera par exemple la conservation ex-situ ou le renforcement de population d'espèces justifiant la désignation d'un site.

Compte tenu du caractère innovant des opérations :

- Un suivi de la mise en œuvre de l'action doit être mis en place de manière globale sur le site par l'animateur qui prendra l'appui d'un organisme de recherche (INRAE, ONF, OFB, Université...) ou d'experts reconnus dont le choix est validé par la Région BFC ;
- Un rapport d'expertise doit être fourni a posteriori par l'expert scientifique chargé du suivi, afin de faire savoir si la pratique expérimentée est (ou non) à approfondir, à retenir et à reproduire. Ce rapport comprendra :
  - La définition des objectifs à atteindre,
  - Le protocole de mise en place et de suivi,
  - Le coût des opérations mises en place
  - Un exposé des résultats obtenus.

Une opération ne peut être éligible que si elle ne relève pas d'un des thèmes encadrés par les autres actions listées dans le présent arrêté. Cette action n'échappe pas aux règles générales de sélection des opérations finançables des contrats Natura 2000. Notamment, **les opérations éligibles sont nécessairement en faveur** d'espèces ou d'habitats justifiant la désignation d'un site.